

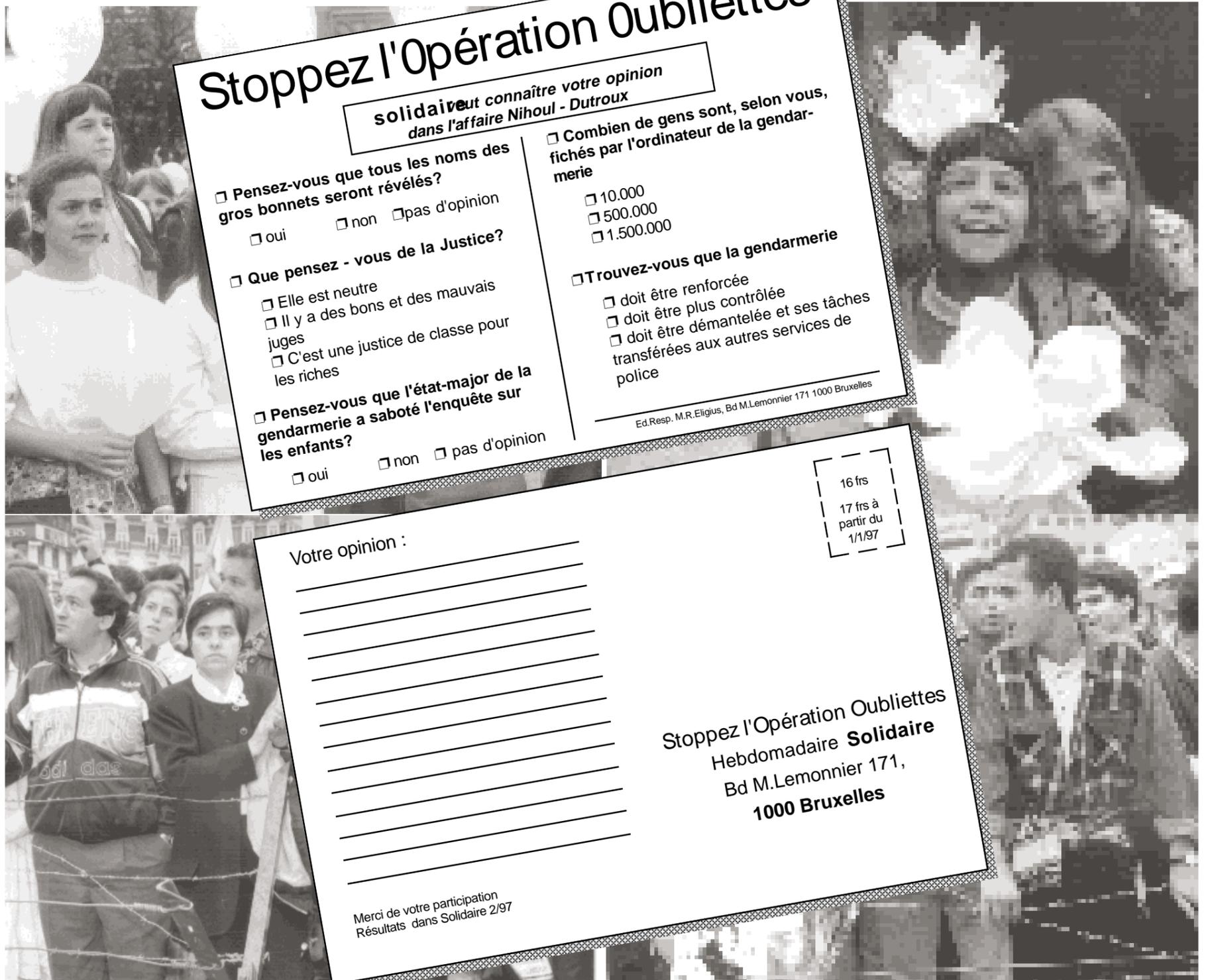
solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 44 (1157) 13 novembre 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

La Marche blanche et après ? Donnez votre avis !



Stoppez l'Opération Oubliettes

solidaire veut connaître votre opinion dans l'affaire Nihoul - Dutroux

Pensez-vous que tous les noms des gros bonnets seront révélés?
 oui non pas d'opinion

Que pensez-vous de la Justice?
 Elle est neutre
 Il y a des bons et des mauvais juges
 C'est une justice de classe pour les riches

Pensez-vous que l'état-major de la gendarmerie a saboté l'enquête sur les enfants?
 oui non pas d'opinion

Combien de gens sont, selon vous, fichés par l'ordinateur de la gendarmerie
 10.000
 500.000
 1.500.000

Trouvez-vous que la gendarmerie
 doit être renforcée
 doit être plus contrôlée
 doit être démantelée et ses tâches transférées aux autres services de police

Ed. Resp. M.R. Eligius, Bd M.Lemonnier 171 1000 Bruxelles

Votre opinion :

16 frs
17 frs à partir du
1/1/97

Stoppez l'Opération Oubliettes
Hebdomadaire **Solidaire**
Bd M.Lemonnier 171,
1000 Bruxelles

Merci de votre participation
Résultats dans Solidaire 2/97



Objectif 479.917 fête ses cinq ans

Eddy Maes, David Pestieau, Myriam De Ly

A Bruxelles, Charleroi, Gand et Anvers, le cinquième anniversaire du dimanche noir ne passera pas inaperçu. Ce jour-là, le fascisme effectuait un retour en force aux élections en obtenant un demi-million de voix.

Mais cet anniversaire est aussi celui d'Objectif 479.917. Cinq ans dont ce mouvement antiraciste peut être fier. Le week-end du 22 au 24 novembre sera en fête : celle de la lutte pour l'égalité complète des droits. Et celle surtout des militants qui ont rassemblé un million de signatures.

Un dimanche pas comme les autres au Centre International

Livres, débats, poèmes, témoignages, théâtre et... thé à la menthe

Une équipe enthousiaste prépare un dimanche comme les autres le 24 novembre au Centre International, 171 du boulevard Lemonnier.

Patrick, de la Librairie Internationale : «Dès 11 h, s'ouvrira la foire du livre antiraciste. Elle s'adresse à ceux qui n'ont pas encore lu *Tête de Turc* de Wallraff ou qui n'ont qu'une vague idée de la richesse des livres, essais, romans, poésie, consacrés à la lutte contre le racisme et le fascisme. Les visiteurs pourront découvrir des livres d'occasion et épuisés. Un bon conseil : venez dès l'ouverture !»

Annelise Arcq, directrice du Centre : «Après les bouquins, rien de tel qu'un apéritif... politique bien sûr. A midi, Gérard de Sélvs, journaliste à la RTBF, reçoit trois représentants de partis, d'origine immigrée : Sfia Bouarfa, conseillère régionale bruxelloise pour le PS et connue à Schaerbeek, Mustafa Ouezekthi aussi élu à la Région Bruxelles-Capitale et d'Ecolo et Mehdi Belaada, étudiant en droit à l'ULB, du PTB. Thème du débat : pourquoi ne pas accorder la nationalité automatique aux immigrés qui vivent en Belgique depuis cinq ans ?»

Mehdi : «Le mouvement actuel sur les affaires montre l'importance des masses pour faire changer les choses. L'histoire de l'affaire de la petite Loubna nous a tous

interpellés. En plus de la justice de classe, sa famille a été confrontée au racisme des autorités. Ce racisme est inscrit dans la loi : parce que tu n'as pas la bonne carte d'identité, tu as beaucoup moins de droits. J'ai obtenu la nationalité belge voici un an et je connais les difficultés et les tracasseries que subissent les immigrés pour l'obtenir. Il sera intéressant d'entendre le PS et Ecolo nous expliquer pourquoi ils ne soutiennent pas la revendication pourtant élémentaire d'Objectif...»

Khadija, jeune infirmière : «C'est un débat très important pour que chacun de ses partis, les plus appréciés parmi la communauté immigrée, mettent leurs idées au net. Ecolo et le PS vont surtout essayer de nous émouvoir en parlant du droit à l'enseignement, de la solidarité pour que les immigrés s'en sortent. Mais le problème est ailleurs.»

L'après-midi, le Centre International se transformera en un salon de thé du monde entier où l'on pourra déguster des délicieux gâteaux.

Najat El Sadoune animera l'après-midi. «Nous avons prévu une alternance d'interventions et d'intermèdes culturels. Carmen et Cécile Kayirebwa présenteront leurs poésies antiracistes, de style très différent. Puis, Guy Tordeur, secrétaire de la CSC et membre du

Comité de patronage d'Objectif, nous expliquera ce qui motive son soutien et l'action de son syndicat contre le racisme. Lorenzo Butera, de la FGTB, accompagné d'une délégation des Forges de Clabecq, nous expliquera comment les Forges sont devenues une "Entreprise sans Racisme". Un exemple à propager dans toute la Belgique ! Mais nous aurons le temps de discuter entre amis, autour d'un bon verre de thé à la menthe...»

Patrick de la "Ligne d'Alarme" contre la violence raciste : «On parlera aussi de Mimoun, mort pour avoir shooté sur une boîte de coca. Nous remettrons à son frère, Ali Sanhaji, les 3.000 premières signatures de la pétition qui exige la condamnation du policier coupable d'avoir tabassé Mimoun à mort.»

«Je ne veux pas être soumise à une procédure humiliante»

Cécile Harnie présentera la nouvelle initiative d'Objectif : «Nous voulons réaliser une grande enquête sur la naturalisation. C'est un problème que rencontrent de nombreux immigrés, particulièrement à Bruxelles. Plus de 2.500 demandes de naturalisation belge, sous la nouvelle loi Erdman, et



Cécile Kayirebwa récitera des poèmes antiracistes, aux côtés de Carmen, dimanche 24 novembre à Bruxelles.

plus de 6.000, sous l'ancienne loi, sont en attente. Des personnes d'origine immigrée témoigneront de leurs difficultés à obtenir la nationalité et donneront leur avis sur la procédure actuelle.»

Khadija : «J'ai toujours refusé la procédure de nationalité, car la loi nous dit "intégrez-vous". J'estime que j'ai droit à la nationalité comme je suis. Je vis ici, après tout ! Je ne veux pas la mendier et me soumettre à une procédure humiliante où on me demande si je mange avec mes mains par exemple. Objectif est une alternative à tout cela.»

«Couleurs d'avenir»

Annelise : «Après la discussion, place au rythme : Bachir et son groupe de rap *Cool Bronnelles Cool*. Une musique et des paroles pleines de révolte. Poésie, débats, musique... L'après-midi ne serait pas complète sans une pièce de théâtre.»

Aïcha, coordinatrice du livre *Couleurs d'avenir* (a paraître ce mois aux éditions EPO) présente la pièce et le livre. «*Couleurs d'avenir* est le recueil d'histoires de quinze jeunes filles d'origines différentes : Hortense, Gulay, Marie-Rose, Coralie, Soledad, Samira... Elles racontent leur vie, leur confrontation avec le racisme au quotidien, leurs questions sur leurs "racines". Elles en ont fait une pièce de théâtre qu'elles présenteront pour la première fois à la fête d'Objectif à Bruxelles.»

Annelise : «Si nous avons besoin d'aide ? Bien sûr ! Le plus important, c'est d'inviter vos amis, connaissances. Nous avons des affiches, des invitations à votre disposition. Et le jour même, un coup de main sera le bienvenu : pour la décoration, les gâteaux. Objectif recherche encore quelques personnes qui pourraient témoigner de leur procédure de naturalisation. Vous pouvez contacter le secrétariat d'Objectif au 02/513 83 46.»



Un "fleuve rouge" à Charleroi

Kizilirmak, musique du peuple turc pour le monde

En turc, *Kizilirmak* signifie "fleuve rouge". C'est le nom d'une rivière qui traverse la Turquie, mais c'est aussi le nom d'un groupe fantastique, qui court comme un fil rouge à travers les festivités des "Cinq ans d'Objectif". Samedi 23, *Kizilirmak* sera l'invité principal de la fête à Charleroi, La veille, ils seront à Gand et l'après-midi à Anvers.

Kizilirmak a ému le public de la fête d'Objectif l'an dernier à Anvers, par ses mélodies douces, stylées. Il provoque aussi l'enthousiasme par ses chants de lutte. Même si vous ne comprenez pas un mot de turc, vous sentirez que "quelque chose se passe".

Kizilirmak est un des meilleurs groupes de la Turquie de gauche et progressiste. Ses membres vivent à Istanbul, une ville où cohabitent les fastes de l'empire ottoman et la misère, les traditions et les frustrations d'une grande ville influencée par l'Occident. Leur musique est le reflet de ce contraste : une porte ouverte sur la riche culture turque, un cocktail très réussi entre le son traditionnel des instruments à corde "saz" et "cura" et le synthé, la guitare électrique et les percussions. Vous dites "intégration" ?

Le groupe décrit sa musique comme "populaire et contemporaine". Et cela vaut aussi pour le contenu de leurs chansons. Vivre



La chanteuse du groupe turc *Kizilirmak*. La musique du groupe est le reflet des contrastes d'Istanbul, une ville où cohabitent les fastes de l'empire ottoman et la misère, les traditions et les frustrations d'une grande ville influencée par l'Occident.

et travailler à Istanbul, c'est aussi pour eux : être plongé dans l'agitation sociale de cette ville et faire de la musique pour les ouvriers en grève ou les manifestations d'étudiants. Ils extraient le meilleur de l'histoire du peuple turc : des chants sur la lutte du peuple contre la tyrannie du sultan au 17ème siècle, des chants sur Pir

Sultan Abdal, le dirigeant paysan qui a lutté pour le partage égal des richesses. Ils chantent aussi la lutte du peuple aujourd'hui, contre l'exploitation et la dictature policière, ce qui n'est pas pour plaire aux autorités. Le groupe a déjà été censuré à plusieurs reprises et certains membres traînés devant les tribunaux.

A Charleroi, on retrousse ses manches !

C'est la première fois qu'Objectif 479.917 organise une grande fête à Charleroi. Un défi. L'aide de nombreux volontaires est nécessaire pour en faire une réussite. Donnons la parole à quelques-uns d'entre eux.

Pierre. Je suis rwandais et je vis en Belgique depuis dix ans. Plusieurs membres de ma famille ont été assassinés durant le génocide. Je m'inquiète de ce qui se passe au Rwanda actuellement. J'ai été heureux de recevoir la visite d'un membre du PTB et de lire *Solidaire*. Heureux aussi d'apprendre qu'une fête antiraciste est prévue à Charleroi. C'est le racisme et l'ethnisme qui ont conduit au génocide au Rwanda. Je me suis proposé tout de suite pour aider le jour même et inviter mes amis africains et belges.

Sevcan. Je suis kurde d'origine et je vis seule ici avec mes quatre enfants. J'ai du mal à nouer les deux bouts. Je reçois une allocation du CPAS, mais l'école coûte cher et les enfants ont besoin de vêtements. Dans la famille, nous portons tous des lunettes. C'est une très grosse dépense. Il faut sans cesse adapter les verres des enfants et la mutuelle rembourse peu. J'ai déjà déboursé 100.000 F. J'ai demandé la nationalité belge parce que maintenant ma vie est ici. J'ai fait la demande une première fois en 1992. J'ai payé 6.000 F pour les papiers. On m'a refusé sous prétexte que je porte un foulard. J'ai refait la demande en janvier parce qu'on m'a parlé d'une nouvelle loi. J'ai payé à nouveau et j'ai pris un avocat.



Nacer Ammache chantera le 23 à Charleroi.

J'attends toujours. Je téléphone souvent à l'avocat, je m'inquiète parce que bientôt ma fille aura 18 ans. Si je n'ai pas obtenu la nationalité d'ici là, elle devra refaire toute la procédure pour elle-même et payer à nouveau. Je suis d'accord avec Objectif. Il faut la nationalité et les droits pour tous, tout de suite. J'ai déjà invité ma famille à la fête.

Gulhan. J'ai la nationalité belge et je suis turque d'origine. J'ai connu Frontières Ouvertes au mois de juin. Une famille de réfugiés avec trois petits enfants avait été enfermée dans le camp de Steenokkerzeel. Je connaissais les enfants. Mon dernier a le même âge que le petit Ahmed, qui s'est retrouvé derrière les barbelés. J'ai

fait circuler des pétitions partout. De plus, ce qui s'est passé dernièrement, ces disparitions, ça me bouleverse. Je suis révoltée quand j'entends des ministres nous parler aujourd'hui des droits des enfants. Si monsieur Dehaene respecte tellement les enfants, pourquoi ne ferme-t-il pas le camp de Steenokkerzeel et les autres ? Les problèmes des réfugiés sont sans fin. Maintenant on essaie de les affamer, ils ne reçoivent plus d'aide du CPAS. Comment les enfants de ces familles vont-ils survivre ? Les bénéficiaires de la fête d'Objectif iront aux familles de réfugiés de la région de Charleroi qui connaissent ces problèmes. J'ai décidé d'aider à la fête. Avec d'autres femmes, je prépare le repas.

Bruxelles : salon de thé du monde entier

Dimanche 24 novembre. Au Centre International, 171, Bd Lemmonier, 1000 Bruxelles.

- 11 h. Foire du livre antiraciste, nouveau et ancien.
- 12 h. Apéritif politique. Débat "Mise au Point" alternatif, animé par Gérard de Sélys (journaliste RTBF), entre des représentants politiques d'origine immigrée : Mustafa Ouezekhti d'Ecolo, Sfia Bouarfa du PS et Mehdi Belaada du PTB.
- 14 h. Salon de thé du monde

entier avec des interventions de Guy Tordeur, secrétaire de la CSC-Bruxelles et Cécile Harnie d'Objectif. Mais aussi d'Ali Sanhaji, frère de Mimoun, victime de la violence policière et des témoignages d'immigrés sur leur difficulté à obtenir la nationalité.

Intermèdes culturels : poésie avec Carmen Perez et Cécile Kayirebwa, rap avec Cool Bruxelles Cool, théâtre avec les "Couleurs d'avenir"...

Charleroi : Kizilirmak en vedette

Dimanche 24 novembre. Ecole communale de Marchienne-au-Pont (La Docherie), rue Ferraire.

- 16 h. Exposition, stands, vidéo, café, petite restauration.

• 18 h. Nacer Ammache, chanteur berbère de la Kabylie. *Kizilirmak*, Turquie.

Bilan et perspective de la lutte antiraciste avec Cécile Harnie.

Anvers : 12 heures pour les droits égaux

Samedi 23 novembre. Kolve-niershof, sur le Meir, Anvers.

- **Débats** animés par Ng Sauw Tjhoi (animateur de la BRT, Radio 1) sur le droit d'asile (14 h), le racisme et l'apartheid dans le sport (15 h 15) et la lutte commune pour les enfants disparus (18 h 45).

15 h. "Où en sont les syndicats cinq ans après le dimanche noir ?", avec des syndicalistes de la CSC et de la FGTB.

16 h. "droits égaux pour les homos et les lesbiennes aussi ?".

• **Musique** dès 15 h.

Habib Koité du Mali. Originaire d'une famille de griots, Habib Koité a développé une musique particulière, qui rappelle parfois le flamenco, basée sur le n'goni, instrument à cordes d'Afrique de l'Ouest.

Les Gnaouas de Marrakech. La tribu des Gnaoua vient d'Afrique de l'Ouest. Ils se sont installés par la suite au Maroc. Les Gnaoua sont devenus musulmans, mais ils ont gardé leurs coutumes et leur musique et forment une communauté religieuse particulière. Leur musique est un carrefour entre celles du Maroc et celles d'Afrique de l'Ouest.

Egalement à l'affiche : El Khouloud (Maroc), Panache Culture (reggae), Ustad Mohammad Sayeed Khan (Inde), *Kizilirmak* (Turquie), Metal Molly, De Mens, Boogie Boy and the Woogies, Mwindi Kitoko (percussions), Brotherhood Brassband.

PAF : 450 F (350 F en prévente). Cartes à commander à Objectif, au 02/513 83 46.

La mère de Kim et Ken écrit à Objectif

Tinnie Mast, la mère de Kim en Ken a écrit un message à Objectif 479.917 qu'elle diffuse avec le programme de la fête d'Anvers. Quelques extraits : « Dès le début, en 1991, j'ai participé à des récoltes de signatures pour la revendication d'Objectif 479.917 : tous les immigrés doivent avoir automatiquement la nationalité belge après cinq ans de séjour en Belgique. C'est la seule manière de donner les mêmes droits aux Belges et aux immigrés. Et ces droits sont nécessaires pour être forts, ensemble. Dans l'affaire de nos enfants, nous nous rendons bien compte pour quoi c'est nécessaire. (...)

Tous les parents sont traités de la même manière, par la gendarmerie et la police. Partout la même négligence, parce que nous ne sommes que des gens

simples. On ne tient pas compte des gens simples, qu'ils soient "belges", wallons ou flamands, ou "immigrés". Mais avec Anthony De Clerck, ça n'était pas la même chose !

Pendant quatre ans, on a encore fait moins autour de Loubna qu'en ce qui concerne les enfants; on n'a même pas désigné un juge d'instruction. On tient encore moins compte des immigrés parce qu'ils n'ont aucun droit politique.

Mais maintenant, nous luttons unanimement pour nos droits et pour ceux de tous les enfants, contre les tentatives de tout mettre aux oubliettes. Nabela, la sœur de Loubna, force l'admiration de tous. Enfin un exemple positif des "immigrés" !

L'unité des gens simples, c'est ça notre force.»

EDITORIAL

La commission d'enterrement des affaires

Herwig Lerouge

La commission d'enquête parlementaire "Dutroux" a visité la maison de Marcinelle. «Je ne comprends pas qu'on n'ait pas trouvé les enfants (lors des perquisitions de 1995)», a déclaré Eerdekens (PS) (1). Il reprenait à son compte l'accusation de Jean-Denis Lejeune : «Je ne sais pas si les gendarmes ont commis une erreur ou si on a voulu qu'ils la commettent... mais pour moi la cache de Dutroux était décelable». (1)

Marc Verwilghen (VLD), le président de la commission, a rappelé Eerdekens à l'ordre : «Certains sont allés trop loin dans leur déductions... Notre Commission doit éviter de tirer des conclusions trop hâtives.» (2) Il s'en est pris aussi à Decroly (Ecolo) qui avait accusé l'état-major de la gendarmerie d'avoir consciemment dispersé les données du dossier Othello sur divers dossiers. «Si les membres de la commission veulent maintenir la bonne entente... ils doivent garder leurs considérations sur l'affaire Dutroux pour la commission, au lieu d'en informer la presse. Ces déclarations contre la gendarmerie vont trop loin. Nous ne sommes pas un juge d'instruction. Nous avons comme mission d'améliorer les lois», a déclaré Verwilghen. (3)

Il a bien compris la mission de sa commission : recueillir toutes les accusations contre la Justice et la gendarmerie, empêcher qu'elles soient rendues publiques et qu'elles attisent la haine de la population contre ces institutions. Ensuite, formuler des propositions pour perfectionner ces instruments d'oppression du peuple. Verwilghen est dans l'opposition. Mais il incarne bien l'union sacrée de tous les partis bourgeois. Gouvernement ou opposition, quelle importance aujourd'hui ? Quand il s'agit de restaurer la crédibilité des institutions de l'Etat du capital, aucun parti bourgeois n'est dans l'opposition. Le gouvernement et le parlement sont en train de confisquer le mouvement pour le tourner contre les travailleurs. Magda de Galan (PS) n'hésite pas à récupérer l'affaire Dutroux pour renforcer la chasse aux invalides. Elle va doubler le nombre des contrôleurs, rendre plus sévères les contrôles médicaux et mieux surveiller la situation familiale des invalides. Parmi les travailleurs, l'amertume se répand, mais aussi la colère. Le PTB a le devoir de transformer cette amertume et cette colère en une révolte consciente, pour un programme qui renforcera la démocratie pour les travailleurs. Le PTB le peut parce qu'il est le seul parti qui ne sert pas à défendre les institutions antipopulaires au service du capital. Pour les mettre au service des travailleurs, il est nécessaire de les détruire et de les remplacer par des institutions socialistes, construites et occupées par des travailleurs.

1. *Le Journal et Indépendance*, 6.11.96. 2. *Le Soir*, 7.11.96. 3. *De Morgen*, 8.11.96.

Négociier l'équivalent d'un paquet de cigarette ?

Rupture des négociations interprofessionnelles

Lundi 4 novembre, Dehaene oblige patrons et syndicats à exécuter les lois-cadres sur la norme salariale. Mardi, la FEB refuse de continuer à négocier avec une FGTB posant des revendications "dépassant les limites de la loi". Les dirigeants de la CSC regrettent l'échec d'une concertation prévue dans le cadre de la loi. La concertation sociale est-elle en crise ?

Kris Hertogen et Pierre Maes

Pour le patronat, les objectifs à long terme sont clairs. Karel Boone, président de la FEB : «L'amélioration de la compétitivité globale de la Belgique passera par une réduction du coût salarial, qui est dans notre pays l'un des plus élevés au monde... En moyenne pondérée par rapport au produit national brut (PNB), la Belgique a un coût salarial de 10 % supérieur à celui de ses trois pays voisins.» (1)

Haro sur la FGTB

C'est dans ce cadre que la FEB exige encore plus de diminutions des cotisations sociales. C'est dans ce cadre, aussi, qu'il faut comprendre l'offensive contre les salaires dans des entreprises comme De Beuckelaer à Beveren ou à Herentals et Caterpillar à Gosselies. Et c'est toujours dans ce cadre que le gouvernement impose une norme qui lie l'évolution des salaires en Belgique à ceux de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas.

Cette norme doit armer les patrons contre des revendications jugées "exhaustives" lors des Conventions Collectives (CCT), qui seront négociées au printemps 97 dans la plupart des entreprises du secteur privé. La norme déterminera la marge de négociation. Quelle sera cette marge ? La mécanique statistique débouche sur un chiffre de 5,2 % selon la FEB, la CSC parle de 6,5 % pour les deux années à venir. Mais le front commun CSC-FGTB de Liège a calculé qu'après avoir déduit l'index, les augmentations barémiques et les coûts du prolongement de l'accord interprofessionnel actuel, il ne resterait plus que de 0,7 à 1,7 % disponible.

C'est dans une telle marge que le Gouvernement veut contenir toute évolution salariale (sectorielle et d'entreprise) et tout effort sur l'emploi pour deux ans ! Conclusion des CSC et FGTB liégeoises : «Nous refusons ce corset n'autorisant aucun progrès. Consacrer toute la marge aux salaires donnerait, en net, l'équivalent d'un paquet de cigarettes par mois ! Consacrer toute la marge à la réduction du temps de travail

donnerait sept minutes trente en moins.»

La direction nationale de la CSC accepte comme telle le cadre imposé par la loi salariale. La FGTB nationale, pour sa part, ne refuse pas en principe une norme salariale mais défend des interprétations larges. Réalisant qu'après deux années de blocage, des revendications salariales seront avancées, elle veut faire de la marge une moyenne plutôt qu'un maximum, permettant son dépassement dans certains secteurs. Sachant que cette loi rend impossible une diminution radicale du temps de travail avec maintien du salaire et embauches compensatoires, elle espère utiliser l'enveloppe de 6,5 milliards de réductions de cotisations patronales (prévue pour développer l'emploi) pour financer des expériences de réduction du temps de travail avec embauches.

Le 4 novembre, durant une rencontre patrons-syndicats-gouvernement, le Premier ministre Dehaene a mis les points sur les i : «En vertu de la loi du 26 juillet 1996, l'impact des mesures en faveur de l'emploi, telles que la redistribution du travail et la réduction de la durée du travail, doit être intégré dans la marge.» (2)

Le lendemain, le bureau national de la FGTB a adopté une note dans laquelle il développe son interprétation et formule quelques revendications pour la négociation d'un nouvel accord interprofessionnel. Cette note, publiée dans la presse, a suffi au patronat pour qu'il décide de couper les ponts. Selon Wilfried Beirnaert, directeur-général de la FEB, ces revendications prouvent que la FGTB «veut, malgré les explications du gouvernement, sortir en grande partie du cadre de la loi» (3). Beirnaert ajoute que «la FGTB refuse de comprendre la leçon de Dehaene sur le contenu de la norme salariale» (4).

La crise du modèle belge de concertation

Les revendications de la FGTB sont très modérées mais toutefois inacceptables pour le patronat essentiellement pour



En période de crise, la concertation sert à impliquer les dirigeants syndicaux dans les offensives patronales contre l'emploi, le salaire et les conditions de travail.

deux raisons : elles sont contraires à ses objectifs et pourraient avoir comme conséquence que les travailleurs à la base formulent plus librement leurs revendications.

Le patronat n'accepte la concertation que dans la mesure où elle conforte ses projets. Il sait de toute façon que le gouvernement se chargera du travail si les syndicats ne veulent pas se laisser docilement embarquer dans cette concertation. La direction de la CSC y a pris place et la FEB — forte du soutien du PS et du SP — exerce tous les chantages et pressions imaginables pour obtenir une même attitude de la direction de la FGTB. Voilà pourquoi l'organisation patronale exige des dirigeants FGTB un mandat inconditionnel, ce qui obligerait chacun d'eux à prendre position et permettrait d'isoler les forces qui veulent encore tenir compte des souhaits de la base.

Cette stratégie ressort clairement d'une autre déclaration de Beirnaert : «La FGTB doit sérieusement s'interroger sur le modèle auquel elle adhère : celui du syndicalisme de concertation ou celui du syndicalis-

me de combat» (5). L'organisation patronale spéculait sur l'attachement de la direction de la FGTB au modèle belge de concertation pour gagner son pari.

Mais cette concertation n'est rien d'autre qu'un moyen d'intégrer les dirigeants syndicaux au capitalisme. En période de croissance économique, elle assure la paix sociale aux patrons en accordant aux travailleurs une partie des gains de productivité. En période de crise, elle sert à impliquer les représentants des travailleurs dans des offensives sans vergogne contre l'emploi, le salaire et les conditions de travail. La crise du modèle de concertation sociale est une bonne chose. Elle peut mener à une mobilisation du monde du travail et faciliter ainsi une confrontation ouverte avec le capital.

1. *L'Echo*, 6 novembre 96. 2. Notes de la rencontre gouvernement-interlocuteurs sociaux du 4 novembre 1996, source gouvernementale. 3. *Het Laatste Nieuws*, 6 novembre 96. 4. *Financieel Economische Tijd*, 6 novembre 96. 5. *Het Laatste Nieuws*, 6 novembre 96.

Le deuxième souffle

Le point après la Marche blanche

Où en est le mouvement après la semaine d'actions pour Connerotte et la Marche blanche ? A quoi peut-il aboutir ? Imposera-t-il la clarté ou sera ce l'Opération Oubliettes ? Réussira-t-il à démocratiser la Justice ? Ou servira-t-il à mettre en oeuvre les plans existants de renforcement de la gendarmerie ?

Herwig Lerouge

Au mois d'août, des centaines de milliers de gens ont exprimé leur soutien aux parents frappés par un drame terrible. Le chagrin s'est transformé en colère au fur et à mesure des révélations sur le sabotage des enquêtes sur les enfants disparus. Des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes sont descendus dans la rue après le dessaisissement du juge Connerotte. Ils exigeaient que l'on fasse la clarté sur les hauts placés, les officiers et les hommes d'affaires impliqués dans les réseaux de prostitution infantile, sur le sabotage de l'enquête par la gendarmerie. Ils dénonçaient la justice de classe.

Ce fut la panique dans les hautes sphères de l'État. «J'ai compris à ce moment là ce que signifie réellement le fossé entre le citoyen et la politique», a déclaré Tobback.

Panique à bord

Pourtant, en dix jours, la mobilisation générale de tous les piliers de l'État bourgeois a réussi à canaliser provisoirement l'élan. Nous avons eu droit à une leçon sur la capacité de récupération de notre bourgeoisie.

Le ministre de la Justice, Stefaan De Clerck, a mis les parents devant le fait accompli : pas d'opposition au dessaisissement de Connerotte. Ainsi, il enlevait aux manifestants l'objectif de lutte immédiat.

Tous les partis bourgeois sont montés sur la brèche pour sauver l'État. Ils ont fait semblant de critiquer la Cour de Cassation, pour appeler aussitôt à respecter la

décision. Des profs, des juges et des avocats se sont rendus dans les auditoriums pour restaurer la confiance des jeunes intellectuels dans les institutions. Les dirigeants du PS ont utilisé leur influence dans le mouvement ouvrier pour empêcher que les syndicalistes ne prennent la direction du mouvement. Ils ont ressorti la menace du «danger de l'extrême droite». Aujourd'hui, ce danger est d'abord un épouvantail. L'extrême droite est affaiblie par le caractère démocratique des revendications des parents et leur orientation antinationaliste et antiraciste. Le vrai danger fasciste provient aujourd'hui de la politique des partis bourgeois et plus particulièrement de la social-démocratie. C'est elle le grand défenseur de la gendarmerie et de la chasse aux réfugiés.

La récupération et les vraies réformes

En même temps Dehaene et le roi ont tenté d'imposer leur plateforme de l'Opération Oubliettes. Un Centre pour enfants disparus sera créé. Ca, c'est sûr. La position des victimes dans la procédure judiciaire sera revue : on discutera d'un meilleur accès au dossier pour les victimes. Peut-être.

L'article 151 de la Constitution sera modifié pour dépolitiser la Justice. La Justice deviendra-t-elle dès lors équitable, plus accessible pour les travailleurs et leurs enfants, comme l'ont demandé les manifestants ? Nullement.

Les parents seront associés à la commission parlementaire sur



De nombreuses personnes ont approuvé que le PTB ne se soit pas laissé museler. Lors de la Marche blanche, ils l'ont montré ouvertement en acceptant 100.000 tracts et en achetant 1.200 Solidaire.

l'enquête. Mais celle-ci sert à calmer la colère en sanctionnant quelques flics corrompus ou quelques juges incompetents dans le but de protéger l'ensemble de l'appareil. On critique à juste titre, les gendarmes qui ont effectué la perquisition chez Dutroux. Mais on ne parle pas des responsables qui ont refusé d'engager des moyens adaptés pour ces perquisitions.

L'enquête sera menée jusqu'au bout, dit Dehaene. Faux, sauf si le mouvement continue. Dans les affaires des dernières années, impliquant des officiers, des magistrats, des hommes politiques, rien n'a été mené jusqu'au bout. On ne sait toujours pas qui sont les commanditaires de la bande du Brabant wallon et du meurtre de

Cools. Il se peut que grâce à la pression de la population, à l'engagement démocratique de certains journalistes, des noms sortent. Mais nous voulons aussi connaître les noms des officiers de gendarmerie dont on a déjà suggéré l'implication et sans lesquels ces réseaux n'auraient pu garder si longtemps l'impunité. Il se peut aussi que le gouvernement décide de sacrifier l'une ou l'autre personnalité pour sauver ce qu'il considère comme les véritables réformes.

Car, pendant qu'il braque les yeux de la population sur ces cinq propositions, le gouvernement prépare les véritables réformes. Une nouvelle répartition des tâches sera établie entre les différents corps de police. Cette

répartition renforcera les compétences de la gendarmerie. Les socialistes flamands veulent même incorporer toutes les autres polices à la gendarmerie.

En ce qui concerne la réforme de la Justice, le SP propose de créer un Parquet général pour la Belgique, avec une police unique, la gendarmerie. Si ce plan passe, la gendarmerie contrôlera toutes les enquêtes criminelles. Elle pourra les manipuler comme ce fut le cas pour celle de Julie et Mélissa.

Le gouvernement veut légaliser de nouvelles méthodes policières, dites "proactives". Ces méthodes servent à permettre à la gendarmerie de mettre en place un contrôle généralisé et préventif de la population.

Qui l'emportera, le peuple ou la gendarmerie ?

Une question de programme

Herwig Lerouge

La récupération par le gouvernement s'est accompagnée d'une campagne fasciste pour faire taire tous ceux qui s'opposent à l'Opération Oubliettes, en premier lieu le PTB.

Le gouvernement et la gendarmerie n'ont autorisé la Marche blanche qu'à la condition qu'elle n'ait aucun contenu. En utilisant le nom des parents, ils ont bâillonné tous ceux qui avaient crié leur colère les jours précédents. Un tribunal a décrété la censure politique contre le PTB. Un tract peut désormais être interdit sur base de son contenu. Le tribunal a attaqué la liberté de manifester : les organisateurs de manifestations

peuvent désormais faire écarté tout qui veut concrétiser la plateforme d'une manif.

La gendarmerie et la police ont procédé à des arrestations illégales (l'ordonnance du tribunal n'avait plus cours) à la marche et à des arrestations préventives à Courtrai.

Manifestation du Comité Kim et Ken le 17 à Anvers

Si le PTB est aujourd'hui la cible de la gendarmerie et des partis au pouvoir, c'est qu'il gêne. Le pouvoir n'a pas la situation sous contrôle. Il suffit d'un faux pas de la Justice pour que tout explose à

nouveau. De plus en plus de gens comprennent que le gouvernement est en train de les rouler. Ils n'étaient pas descendus dans la rue pour les revendications de Dehaene. Beaucoup d'entre eux n'étaient pas d'accord de se taire à la marche. Ils l'ont fait par respect pour les parents. Beaucoup ont approuvé que le PTB ne se soit pas laissé museler et ils l'ont montré en acceptant 100.000 tracts. Le premier rendez-vous de ceux qui refusent l'Opération Oubliettes, c'est la manifestation du Comité Kim et Ken à Anvers, le 17 novembre.

Qui l'emportera, Dehaene ou le mouvement populaire pour la justice ? Cela dépendra du pro-

gramme que se donne ce mouvement.

Il serait inacceptable que la gendarmerie, responsable du sabotage de l'enquête, sorte vainqueur de ce mouvement. Il serait inacceptable que ce mouvement pour plus de justice et de démocratie conduise à une Opération Oubliettes.

Pour prévenir cela, le mouvement a besoin d'un programme clair. Dans les mois à venir, le PTB se battra pour ce programme (voir p. 20) par la diffusion de dépliants. Par un grand sondage d'opinion, Solidaire demandera à des milliers de gens ce qu'ils pensent de la justice, de la gendarmerie et des enquêtes. On ne fera pas taire le PTB pour mieux réussir l'Opéra-

tion Oubliettes.

Nous nous battons pour que le pouvoir ne puisse pas confisquer ce mouvement. Pour que la bourgeoisie ne réussisse pas à restaurer la confiance dans ses institutions antipopulaires. Pour que les travailleurs comprennent qu'une Justice au service des travailleurs exige le renversement de cette fausse démocratie et la création d'un État socialiste. Si vous voulez aussi que ce mouvement conduise à plus de justice et plus de démocratie, aidez le PTB à être encore plus embarrassant pour tous les partisans de l'opération oubliettes. Faites connaître son programme «Stop à l'Opération Oubliettes», participez au sondage de Solidaire.



Riccardo Petrella, le nouvel idéologue de la gauche ?

Jo Cottenier

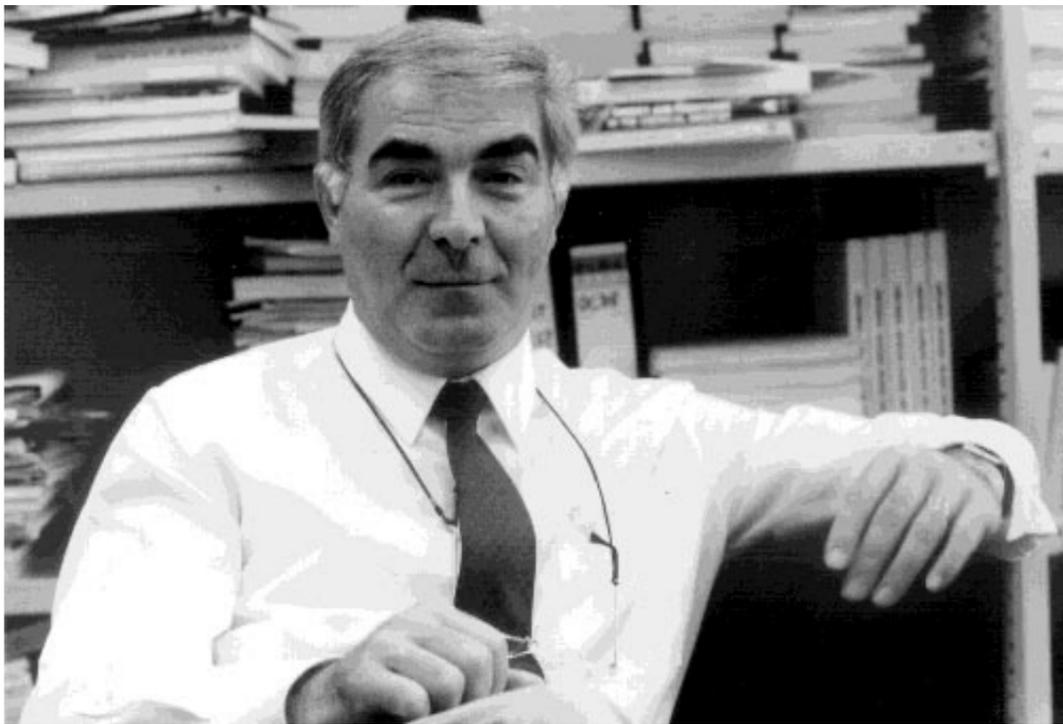
Depuis quelques années, Riccardo Petrella se profile comme l'homme qui résiste à la pensée unique de la compétitivité. Fonctionnaire de la Commission européenne, où il dirigeait le groupe de recherche FAST sur l'impact des technologies nouvelles, ses théories ne sont pas fort appréciées par Jacques Delors et consorts. Petrella quitte la place Schuman pour poursuivre son chemin de prophète solitaire contre ce qu'il appelle le "Dieu de la compétitivité". Sa bible, il la formule dans le manifeste du Groupe de Lisbonne, "Limites à la compétitivité" (1). Il a l'ambition de tracer le cadre de la pensée sociale et économique pour les générations futures.

Marx ou Petrella ?

Les thèses de Riccardo Petrella passées au crible

Le "petrellisme" se répand. Riccardo Petrella nous a confié qu'il donne 1,8 conférence par jour. Il est invité par les sénateurs socialistes, inspire les congrès doctrinaux de pratiquement toutes les centrales syndicales, forge le canevas du projet de «renouveau» de Coppie-ters-De Batselier en Flandre (p. 7) et de Moureaux-Busquin. Il suscite l'enthousiasme chez des organisations non-gouvernementales en quête d'une analyse cohérente. Pour tous, il sert de bouée de sauvetage devant la faillite des vieilles théories réformistes.

Le petrellisme part d'un constat simple et correct. La course à la compétitivité mène le monde au bord du gouffre. La perspective de 8 milliards d'habitants de la planète en 2020 donne encore plus de poids aux drames sociaux que nous vivons déjà. Comment éviter le pire ? Et là, l'analyse du Groupe de Lisbonne dévie immédiatement vers des solutions fantaisistes et inoffensives.



«Le socialiste bourgeois nous mène de l'économie vers la morale» Cette critique de Marx s'applique au "petrellisme".

Question de culte ou de système ?

Le talon d'Achille du discours petrelliste, c'est la façon de traiter la concurrence. Petrella coupe le phénomène de la concurrence et de la course à la compétitivité de son origine : le système capitaliste. Petrella ne part pas en guerre contre la concurrence en soi, mais contre le «culte» de la concurrence. Il veut en quelque sorte remplacer le «culte de la concurrence» par le «culte de la solidarité». Pourtant, il y a longtemps, Marx a déjà analysé en détail comment ce système mène à l'accumulation de la richesse d'un côté et à l'aggravation de la pauvreté de l'autre. Pourquoi le monde est-il ravagé par une course folle qui détruit l'emploi, qui jette des milliards d'hommes dans la misère, qui crée l'apartheid entre riches et pauvres, entre le Nord et le Sud ? Parce que la première loi du système économique, c'est la recherche du profit maximum. Ce n'est pas la «bonne» ou la «mauvaise» volonté qui dicte cette

loi, mais la nature même du système, où les moyens de production sont la propriété privée d'une petite minorité de la population. Chaque capitaliste est obligé d'éliminer ses concurrents s'il veut lui-même survivre. Survivre, c'est s'accaparer des marchés d'autrui et pour ce faire, il faut produire plus vite et moins cher que les concurrents. Il n'existe pas d'autres moyens que d'exploiter sans cesse davantage les travailleurs et les peuples du monde. Plus le capitaliste accumule de profits, plus il peut rationaliser sa production et prendre de l'avance sur ses concurrents. De là, le chômage et la misère extrême pour les «exclus», la surexploitation et la baisse du niveau de vie pour ceux qui ont encore un travail. Petrella parle de «l'apartheid entre riches et pauvres», mais il n'en tire nulle part la conclusion qu'il faut s'en prendre à la propriété privée des moyens de production, source de la course destructrice de la compétitivité. Il démontre parfaitement que 200 multinationales règnent sur la planète, mais part en guerre contre le «culte», contre les

«excès». Pas contre le capitalisme et l'impérialisme. Voici ce que pensait déjà Marx de ceux qui veulent «moraliser» le système, sans en changer la base économique : «Le socialiste bourgeois nous mène de l'économie vers la morale, et rien ne semble plus naturel. Celui qui déclare le mode de production capitaliste inattaquable et veut néanmoins liquider ses conséquences désagréables mais inévitables ne peut faire autre chose qu'adresser des sermons moralisants aux capitalistes. Sermons dont les effets émouvants fondent comme de la neige au soleil sous la pression de la propriété privée, de la chasse au profit et de la concurrence.»

Une doctrine contre la lutte de classes

Le même Marx s'en prenait aux «charlatans socialistes» qui «veulent faire disparaître les misères sociales sans causer le moindre mal au capital et au profit». Il s'adressait aux «socialistes utopiques» (début du 19ème siècle) qui

croyaient que l'on pouvait convaincre les patrons d'être moins avides d'argent et plus «humains et rationnels». Les socialistes utopiques cherchaient des solutions en dehors de la lutte de classes. Pour remédier aux «excès» du capitalisme, ils faisaient appel aux élites éclairées, à la force du «bon exemple» et à la bonne entente entre les patrons. Toutes ces «solutions», on les retrouve chez Petrella. La «nouvelle doctrine petrelliste» — que certains découvrent aujourd'hui avec tant d'enthousiasme — est vieille de presque deux siècles. Elle est «excusable» disaient Marx et Engels, tant que les sources profondes de l'exploitation n'étaient pas mises à nu, mais elle devient réactionnaire dès qu'elle sert à justifier le système en place. L'essentiel de cette théorie est de chercher une issue aux catastrophes du capitalisme, sans développer la lutte de classes, sans la mener jusqu'à la prise du pouvoir par la classe ouvrière, sans remplacer le capitalisme par le socialisme. Petrella, qui a un profond mépris pour la classe

ouvrière, qu'il juge égoïste et corporatiste, prône des solutions «au-dessus des classes» : ce sont les intellectuels, la «société civile», les «institutions internationales» qui sont porteurs de la société équitable et juste. Il ne se démarque en rien du vieux discours réformiste, qui prône la collaboration des classes. Chez Petrella, ce rêve d'une entente pour le bien commun se concrétise dans ses projets de «contrats» qui devraient ramener de l'ordre dans le désordre international. Ainsi, un «contrat social» devrait remédier aux besoins vitaux des peuples du monde, avec la pleine collaboration des entreprises multinationales ! On comprend que la social-démocratie, qui a toujours combattu la révolution socialiste et les luttes anti-impérialistes des peuples, est tellement friande de la découverte de Petrella.

L'amour est mutuel : Petrella a une vision profondément sociale-démocrate de l'histoire, avec au centre, une vision de l'Etat en tant qu'arbitre neutre. Pour Petrella, les excès du capitalisme sauvage du 19ème siècle ont été mis sous contrôle par les Etats nationaux. L'apogée de cette période idyllique fut atteinte avec l'Etat-Providence des années 50-60, ou avec le modèle de l'Etat suédois. Mais le paradis sombra avec l'avènement de la mondialisation : les Etats nationaux ont perdu prise et les multinationales ont pris le pouvoir. Avec eux, les «excès» ont repris le dessus. Les remèdes sont simples : il faut que l'Etat national se reproduise au niveau international. Petrella s'inscrit pleinement dans la tradition réformiste qui voit l'Etat bourgeois comme un appareil au-dessus des classes : un organe qui s'occupe du «bon équilibre» entre les classes. Pour tout marxiste par contre, l'Etat a toujours incarné et incarnera toujours la violence de la classe au pouvoir. Sous le capitalisme, l'Etat sert à protéger les intérêts des capitalistes, de la bourgeoisie, contre les assauts de la classe ouvrière. Il a toujours aidé ses monopoles à conquérir le monde, à conquérir des colonies et à

Peut-on dompter les multinationales par un discours moralisateur et du nationalisme flamand ?

«Het Sienjaal» (Le Signal) de De Batselier (SP) et de Coppieters (Volksunie)

Kris Merckx

Norbert De Batselier, le président SP du Parlement flamand, et Maurits Coppieters, ex-sénateur Volksunie, ont élaboré sur base des analyses de Ricardo Petrella un «projet radical-démocratique» dans leur livre *Het Sienjaal*. (1) Ils le présentent comme une «alternative» politique, sociale et écologique. Mais est-ce bien le cas ?

D'abord, pourquoi Norbert De Batselier a-t-il demandé en octobre 1993 à Maurits Coppieters de formuler avec lui «une vision radicale-démocratique globale comme plate-forme pour un échange d'idées ouvert à tous les progressistes de Flandre» et comme un possible prélude à la formation d'un nouveau «parti social-écologique flamand» ? (2) De Batselier l'a expliqué au magazine *Humo* en janvier 1994 : «Au début du siècle prochain, le SP n'existera plus.» Cet idéologue du SP montre ainsi qu'il est parfois clairvoyant. Il réalise que la crise, la politique de démantèlement social et de fascisation, et les scandales vont mettre de plus en plus crûment en lumière la faillite du projet social-démocrate du SP. Pour reculer un peu le moment de son agonie, il est donc d'une nécessité cruciale de lui trouver de nouveaux oripeaux. C'est pourquoi il a abordé Maurits Coppieters et plusieurs académiciens un trio d'universitaires, parmi lesquels le professeur gantois Koen Raes a fourni la contribution la plus importante. Deux ans plus tard, leur texte final était prêt. Prochainement *Solidaire* livrera une analyse approfondie du *Signal*. Cette semaine nous vous en donnons déjà, en cinq points, les lignes de force.

1. *Le Signal* accepte le système capitaliste et ranime l'illusion qu'il peut être réformé. Koen Raes écrit à ce sujet : «Que ce soit clair, *Le Signal* n'est pas une alternative révolutionnaire. Il ne pense pas que le seul remède est un rejet



Maurice Coppieters, éminent de la Volksunie, lors de la présentation de «Het Sienjaal» (Le Signal).

radical du capitalisme.» (3) Tout comme Petrella, *Le Signal* s'efforce de régénérer l'illusion réformiste sur «la conquête de la démocratie économique», mais cette fois au niveau international. Ça fait quatre-vingts ans que le SP promet, par le droit de vote et le parlement (la démocratie politique), de démocratiser graduellement aussi l'économie. *Le Signal* doit reconnaître la banqueroute de cette stratégie : «Aujourd'hui, le pouvoir est exercé par les entreprises, des concentrations de médias et des groupements d'intérêts qui opèrent en dehors et non dans le cadre de l'autorité.» (p.45) Mais comment veut-il changer cela ? En resserrant les mêmes vieilles recettes réformistes éculées : «Le véritable défi consiste à démocratiser ces centres de pouvoir (entreprises et groupes) en les transformant en acteurs responsables.» (p.45) Ce qui a lamentablement échoué au niveau national deviendrait donc possible au plan international ! Et cela, face à un grand capital, qui de

par l'internationalisation, est devenu encore plus concentré, plus puissant et plus agressif. *Le Signal* est du vieux vin réformiste dans de nouvelles outres.

Une réédition du socialisme éthique d'Henri De Man

2. *Le Signal* est un retour au socialisme des valeurs (socialisme éthique) prôné par Henri De Man dès les années trente. À vrai dire, De Batselier est un admirateur de celui qui était alors président du POB (l'ancêtre du PS et du SP). De Man s'était alors opposé au point de vue de Marx selon lequel les fondements économiques du capitalisme (la propriété privée et la course au profit) entraînent inévitablement des crises et des luttes de classes de plus en plus dures. Et qu'en conséquence, la tâche des socialistes consiste à développer cette lutte de classes de manière révolutionnaire, pour briser les

fondements du capitalisme et d'instaurer la propriété collective des moyens de production. De Man a rejeté ce socialisme scientifique et a renié la lutte de classe. Au lieu de cela, il a affirmé que le socialisme provient «de mobiles humains généraux comme le sens de la justice» et «d'exigences morales». *Le Signal* affirme à son tour : «C'est simplement une question d'éthique, de résolution morale.» (p.19) Il suffirait donc, par un discours moralisateur, de convaincre les capitalistes de ces «valeurs qui s'imposent d'elles-mêmes». (p.84) De Man a fini sa carrière comme collaborateur des nazis; ce qui montre bien où peuvent mener ces idées anti-marxistes.

3. *Le Signal* défend l'Union européenne. Cela prouve qu'il n'offre aucune analyse cohérente. Comme il ne fait aucune rupture avec les fondements économiques du système, il finit inévitablement par accepter la logique concurrentielle tant «critiquée». Et il défend

même l'Union européenne, cette arme centrale dans la guerre concurrentielle meurtrière ! (p.29) Cela explique aussi pourquoi les rares propositions politiques pratiques du *Signal* sont en accord complet avec la politique gouvernementale : diminution des charges sociales patronales, petits boulots avec un meilleur statut, etc.

4. *Le Signal* est nationaliste flamand, confédéraliste et séparatiste. La seule partie consistante, concrète du livre, qui ne plane pas, est celle sur les questions communautaires. La dernière réforme de l'État y est appréciée comme «une structure fédérale démocratique par excellence». (p. 21) Elle peut encore être approfondie par... «la communautarisation des revenus complémentaires, des allocations familiales et des soins de santé». (p.150) Une étape décisive vers la scission complète de la Sécurité sociale et de la Belgique. 5. Ce «projet radical-démocratique» ne prévoit aucune démocratie pour les immigrés. On n'y revendique même pas le minimum absolu, le droit de vote au niveau communal, il doit seulement «pouvoir être pris en considération» ! (p.110)

Certains de nos amis progressistes trouvent que ce livre offre une vision et une perspective. Nous comprenons que face à la situation sans issue du capitalisme, ils soient séduits par quelques critiques apparemment radicales de Petrella et du *Signal*. D'autant plus que ceux-ci leur font miroiter que l'on pourrait changer toute cette misère du capitalisme sans révolution. Mais cela veut dire qu'ils se raccrochent à un fétu de paille. Ce n'est pas la morale qui peut changer le monde, mais seulement la lutte de classe révolutionnaire pour le socialisme.

1. *Het Sienjaal*, Anvers, Icarus, Standaard Uitgeverij, 1996, 214 p.
2. *Het Sienjaal*, p.8. 3. *Samenleving en Politiek*, 1996, n° 6, p.3-4.

Marx ou Petrella ?

Suite de l'article de la page 6

perpétuer l'exploitation des peuples. Le «paradis perdu» de l'Etat-Providence, bienfaiteur des travailleurs, n'a jamais existé. Toutes conquêtes sociales ont été acquises par la lutte. De 1945 aux années 50 et '60, les travailleurs belges sont partis à l'assaut de cet Etat et de ses patrons. Toute réforme sérieuse, comme la Sécurité sociale, fut concédée par la bourgeoisie pour «éviter le pire», pour éviter qu'une révolution socialiste lui enlève son pouvoir. Toute révolte un peu sérieuse des travailleurs (60-61, mineurs, sidérurgistes) a été réprimée par l'intervention violente de la gendarmerie et de l'armée. Chaque révolte a été suivie d'un renforcement de l'appareil d'oppression, avec l'aide de la social-démocratie.

Le seul «renouveau» de Petrella, c'est qu'il fait miroiter le mythe de l'Etat arbitre au niveau international. Il parle d'une «gouvernance» mondiale, qui devrait instaurer la paix et la justice sociale, maîtriser les excès de la compétitivité. Bref, il veut sauver l'illusion sociale-démocrate qui vole en éclats, en la reconstruisant au niveau international. Petrella tient un discours qui détourne les regards de la vraie solution aux catastrophes du monde : le socialisme. Et il combat les moyens pour y arriver : la révolution socialiste et la lutte de libération des peuples.

1. *Limites à la compétitivité*. Pour un nouveau contrat mondial, Ed. Labor, 1995. Par analogie au Rapport du Club de Rome, «Limites à la croissance» (1972), qui traçait le cadre de la pensée écologiste.

Le Groupe de Lisbonne inspiré par une encyclique papale de 1931 ?

En 1931, 40 ans après *Rerum Novarum* et en pleine crise économique mondiale, le pape Pie XI écrit l'encyclique *Quadragesimo Anno*. La démarche est identique à celle du rapport de Petrella : critiques sévères contre les excès du capitalisme libéral, refus de s'en prendre au système économique, appel à des «forces supérieures» pour imposer plus de morale à la concurrence destructrice. «Sans aucun doute la libre concurren-

ce est justifiable et très utile, tant qu'elle est tenue sous contrôle; mais elle ne peut absolument pas devenir le principe dirigeant de la vie économique. (...)

La dictature économique, qui a pris la place ces derniers temps de la libre concurrence, peut encore beaucoup moins remplir ce rôle, parce qu'elle représente une tyrannie aveugle et un pouvoir énorme qui, pour être utile, a besoin d'une répression puissante. Il faut donc rechercher des forces supérieures

et plus nobles pour maîtriser ce pouvoir, notamment la justice sociale.

C'est pourquoi, cette justice doit pénétrer les institutions des peuples et toute la vie sociale. (...)

Plus encore, les différents peuples, qui sont économiquement dépendants, doivent s'efforcer de favoriser une collaboration internationale fructueuse, par le biais de traités sages et d'institutions.»

Sept mois de guérilla dans l'usine pour le maintien des acquis

Caterpillar Gosselies : la sauce était immangeable

Les travailleurs de Caterpillar ont voté contre les propositions du conciliateur à 70,1 %. La veille, Antonio Cocciolo, délégué principal FGTB, avait pronostiqué deux tiers contre. Pas mal. Vendredi, quand je téléphone aux délégués FGTB pour connaître leur réaction, j'entends chanter à pleine voix : «32 heures, sans perte de salaire...»

Arthur Stilmant, Michel Mommerency

Combien de jours de grève avez-vous observés jusqu'ici ?

A. Cocciolo. Quarante-trois depuis mai, grâce à une mobilisation permanente lors des assemblées, aux passages dans les lignes et aux tracts, presque chaque semaine. Il s'est créé une vraie symbiose entre travailleurs et délégués.

Comment expliquer une telle mobilisation ? Quel est pour vous l'enjeu de cette lutte ?

A. Cocciolo. En mai, la direction a annoncé un plan d'économie de 1,8 milliards en cinq ans (dont 360 millions sur la masse salariale) pour améliorer sa compétitivité : elle veut des bénéfices sous n'importe quelle conjoncture, basse ou haute.

Elle visait les acquis des travailleurs, mais surtout les salaires et le temps de travail des futurs embauchés. Les délégations ont reçu un mandat clair dans les assemblées : n'acceptez pas cette logique de la compétitivité de la direction, ne la laissez pas toucher aux acquis des travailleurs ni à ceux des nouveaux embauchés. Ce serait un danger grave pour l'unité et la future stratégie des travailleurs dans l'entreprise. En front commun, les délégations ont décidé une stratégie d'action qu'on savait longue. Elles ont tenu compte de l'élément conjoncturel favorable à la direction.

Nous avons opté pour la guérilla qui a déstabilisé totalement l'organisation du travail. Nous la menons depuis sept mois. Tous les

jours, une décision est prise par le comité d'action et n'est dévoilée que le matin même. Les travailleurs suivent à 95 % ou plus. Nous avons aussi effectué des grèves de 24 heures, le blocage des bureaux des employés et des cadres, l'arrêt de la sous-traitance, le blocage de l'approvisionnement des pièces.

Deux manifestations ont également eu lieu.

A. Cocciolo. Une première en juin, à Gosselies, pour démontrer les conséquences graves pour la région de la baisse du revenu des travailleurs. Quel est le vrai visage de la multinationale ? Après avoir réalisé neuf milliards de dollars de bénéfices (Cat Int), elle s'attaque sans vergogne aux acquis des travailleurs qui, eux, ont créé ces richesses, pour les redistribuer aux actionnaires.

La deuxième a eu lieu en octobre à Charleroi, soutenue par des délégations de Clabecq, VW, CDC, Cockerill-Sambre, ACEC, etc., pour démontrer que la multinationale suivait les ordres orchestrés de la FEB et de Fabrimétal. Nos salaires seraient de 12 % plus chers que ceux des pays limitrophes. Cette logique du monde financier, industriel et politique a généré en Europe plus de vingt millions de chômeurs et plus de dix millions d'exclus. Un travailleur français, luxembourgeois, hollandais est exploité comme nous. Dans quelques années, ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, travailleront dans des conditions exécrables et pour un salaire de misère.



Antonio Cocciolo, délégué principal FGTB : «Nous exigeons pour les nouveaux embauchés les mêmes salaire de départ, la réduction du temps de travail (RTT) et les mêmes avantages que les anciens.»

Le conciliateur a organisé un référendum particulièrement scandaleux.

A. Cocciolo. On pourrait attendre d'un conciliateur social qu'il tienne compte des deux parties. Or, il s'est aligné à plus de 90 % sur la position du patron : paix sociale de trois ans, chômage de longue durée, prépension à 52 ans (partiellement selon la volonté patronale), pas de remplacement de tous les prépensionnés, baisse des salaires d'embauche, suppression de jours pour réduction du temps de travail, baisse des primes d'équipe, dérogation pour les stagiaires, etc. Lundi et mardi, lors des assemblées, malgré de nombreuses demandes, nous n'avions pas le texte du référendum. Lors du vote, les ouvriers ont été confrontés à un texte d'une partialité incroyable. Le texte menace d'appliquer la position patronale de façon unilatérale et contraignante

en cas de rejet. Le choix est libellé comme suit : «pour les propositions du président», en grand et en gras, et, en petit, en dessous, «pour le rejet des propositions du président».

Qu'est-ce que cela vous apprend sur le rôle du conciliateur comme représentant de l'Etat ?

A. Cocciolo. Son rôle n'est pas de concilier les deux parties, mais d'imposer les positions de la multinationale et de Fabrimétal qui, voici deux ans déjà, voulaient diminuer les salaires d'embauche de 12 %. Au départ, le patronat avait transmis cette demande au nouveau gouvernement.

Aujourd'hui, la tactique change : c'est entreprise par entreprise qu'on essaie de faire des brèches.

Le conciliateur social Sautez est membre de quel parti ?

A. Cocciolo. Sautez est membre

du Parti Socialiste. Son raisonnement ? «Charleroi est une région dans la misère, où de nombreux chômeurs survivent avec 9.000 francs. L'embauche à Caterpillar, même à un salaire de départ diminué de 12 %, est un progrès important.» La solidarité dans la misère ! Un prépensionné perd aussi 200.000 francs pour donner un emploi à un jeune ! Nous exigeons pour les nouveaux embauchés les mêmes salaire de départ, la réduction du temps de travail (RTT) et les mêmes avantages que les anciens.

Lors de la convention, revendiquerez-vous une nouvelle RTT ?

A. Cocciolo. Nous sommes à 35 h/semaine (34,5 h pour les équipes 2 et 3). Nous avons toujours mis en avant la RTT. Nous voulons la maintenir et l'améliorer pour l'embauche des jeunes. Mais face à l'agression patronale, nous sommes obligés de nous battre pour sauver nos acquis. Les jeunes embauchés perdraient dix-sept jours de congés, ce qui revient à augmenter le temps de travail de trois heures. Si la direction licencie après ce référendum, nous mettrons encore en avant la RTT. Nous exigeons également la RTT au niveau national. Nous ne croyons plus à la diminution des cotisations sociales et aux aides aux patrons. Elles n'augmentent pas l'emploi, elles le diminuent ! Caterpillar a reçu 1,3 milliard de subsides pour son PWA (Plant with a future) à condition de maintenir, jusqu'en 1999, 4.700 emplois à temps plein. Nous sommes à 3.600, cadres compris ! Nous rejetons aussi la dérogation demandée de ne pas engager 3 % de stagiaires.

Solidaire souhaitait interviewer les délégués de Caterpillar en front commun. Giovanni Imperato, délégué principal CSC, n'était malheureusement pas disponible. Un rendez-vous est pris pour la semaine prochaine.

Europrecision Forges : usine occupée

Danièle Olivet

Une délégation du PTB s'est rendue à l'usine Europrecision Forges (EPF) afin d'exprimer sa solidarité avec les travailleurs en lutte. Aux grilles de l'usine flottaient des drapeaux rouges et verts et des calicots : «Usine occupée». L'EPF est une entreprise d'aéronautique d'Herstal près de Liège. On y fabrique notamment des pièces de moteurs d'avion. Avant 1989, cette entreprise de 170 travailleurs faisait partie de la Fabrique Nationale de Herstal. En 1993, elle ne comptait plus que 53 travailleurs, cadres compris.

Nous avons été reçus par les délégués FGTB, Rion et Bennar-



don, qui nous ont expliqué les raisons de la grève.

«Ils veulent fermer l'usine. Pour-

tant, suite à une reprise dans l'aéronautique, le carnet de commandes est rempli pour 1997 : 250

à 300 millions de commandes. Cela pourrait être rentable, mais la direction dit qu'elle ne possède pas les fonds propres nécessaires. Fin septembre, une faillite a été déclarée, notamment afin de trouver un repreneur. Deux candidats repreneurs se sont déjà retirés. Selon eux, l'entreprise ne peut être rentabilisée au maximum pour plusieurs raisons : pas d'extension possible à cause des habitations aux alentours; pas de fonctionnement possible des presses la nuit puisque la zone est habitée; disposition inadéquate des ateliers.

Le 30 octobre, après avoir pris connaissance de la réponse du dernier repreneur potentiel, le personnel et les délégations syndi-

cales, en front commun, ont décidé de se mettre en grève et d'occuper l'usine 24 heures sur 24. La participation est large. La direction veut nous faire travailler pour écouler le stock. Il n'en est pas question. Nous occuperons l'usine pour garder le stock et les machines. Nous voulons un repreneur et pas de pertes d'emploi.» Cela montre bien que rien n'intéresse les capitalistes s'ils ne peuvent faire 100 % de profit. Nous avons laissé des exemplaires du «Référendum des travailleurs» aux grévistes.

«Rendez-vous visite au piquet !», nous ont-ils dit. Adresse d'EPF : rue J.M. Browning, 31 à 4040 Herstal. Tél : 04/248.03.89. (demandez la délégation)

Forger l'alliance de tous les sidérurgistes

Contre le démantèlement patronal de l'emploi

Restructuration est le mot le plus souvent utilisé en sidérurgie. En vingt ans, l'emploi a fondu de 63.000 à 23.000 en Belgique. N'est-il pas temps d'arrêter cette hémorragie ?

Thomas Gounet

«Depuis trente ans, on divise les travailleurs, déclarait Roberto D'Orazio, président de la délégation FGFB des Forges de Clabecq lors d'une assemblée générale à Clabecq. Le patron fait croire aux travailleurs que si on ferme l'autre usine on pourra sauver la sienne. Entre-temps, les trois quarts de la sidérurgie ont été fermés. C'est la politique patronale. Quand le haut fourneau de Boël ferme, c'est aussi Clabecq qui reçoit un coup. Les deux usines sont plus liées que jamais. Il faut dépasser les préjugés du style : "Les travailleurs de l'autre usine ne sont pas venus à notre manifestation, donc n'allons pas chez eux".»

Cette politique patronale de division des travailleurs a été menée dans la sidérurgie européenne. En conséquence, de 1974 à 1995, soit en à peu près vingt ans, l'emploi dans l'acier de l'Europe occidentale (1) est passé d'un peu plus d'un million de personnes à 333.000 (2).

Gandois lamine l'emploi à froid

En Belgique, c'est Jean Gandois qui matérialise la politique patro-

nale de destruction des emplois. Dès 1983, il a été chargé par le gouvernement belge de formuler un diagnostic sur l'avenir sidérurgique. Depuis lors, il est président de Cockerill Sambre, administrateur aux Forges de Clabecq et conseiller de la Société Générale qui contrôle l'Arbed et donc Sidmar. Son but : assurer le démantèlement de la sidérurgie belge en douceur, sans mouvements sociaux. Depuis 1985, les effectifs ont baissé dans tous les bassins : de 17.000 à 10.000 à Cockerill Sambre, de 6.700 à 5.800 à Sidmar, de 3.500 à près de 2.000 aux Forges de Clabecq et de 3.400 à 2.300 à Boël.

Unis, les sidérurgistes forment un acier inoxydable

Et Gandois prévoit pour l'an 2000 de supprimer 2.000 postes de travail à Liège et à Charleroi. Il veut réduire Boël et les Forges de Clabecq à l'état de relamineurs, avec le maintien d'un effectif de 600 à 800 personnes maximum. A Sidmar, les plans patronaux projettent de réduire l'emploi à 5.000, voire à 4.000 dans un proche avenir.



Les travailleurs de Clabecq et de Boël ensemble dans les rues de La Louvière. Un premier pas vers la grande union des sidérurgistes contre la stratégie patronale de destruction des emplois...

Les intérêts des ouvriers et des patrons sont inconciliables. Pour les capitalistes, il faut tout sacrifier au profit, y compris l'emploi. C'est la condition de la survie de l'entreprise. Pour les travailleurs, l'emploi est la condition de leur propre survie. Les sidérurgistes devraient dès lors constituer un front uni contre les plans capitalistes. C'est cette stratégie qui a été suivie par les délégations de Boël et des Forges de Clabecq. Elles ont tenu une conférence de presse en commun et, le 28 octobre, ont manifesté ensemble contre la politique gouvernementale et les

plans de démantèlement de l'acier belge. C'est un premier pas historique vers un front de tous les sidérurgistes. D'ailleurs, Roger Leclercq, président de la délégation FGFB des Usines Gustave Boël, a appelé les travailleurs de Cockerill Sambre à se joindre à ce projet.

La division des travailleurs de l'acier n'a que trop duré. Elle a permis que les patrons liquident l'emploi. Les conditions de travail se sont dégradées. La flexibilité a été imposée presque partout. Toutes les firmes sidérurgiques ont commencé à recourir à la sous-

traitance, transférant des emplois bien payés vers des sociétés qui pratiquent le salaire minimum. Des attaques ont été menées contre les salaires. Gandois veut continuer... pour être encore plus compétitif.

Les ouvriers ont intérêt à s'unir contre cette politique patronale. Pour imposer le maintien des emplois, la sauvegarde des outils, la diminution du temps de travail sans perte de salaire.

1. Les quinze et la Norvège et la Suisse. 2. OCDE, Le marché de l'acier en 1995 et les perspectives pour 1996 et 1997, p.50.

Etre compétitif et solidaire, c'est inconciliable

Les trois raisons qui poussent à la division des sidérurgistes

Thomas Gounet

Premièrement, la défense de la compétitivité a des conséquences catastrophiques pour les ouvriers. Quand on protège la position concurrentielle de "son" entreprise, on se solidarise avec "son" patron contre les travailleurs des autres usines. Car on pense qu'on parviendra à sauver son emploi au détriment de celui des autres bassins. Pourquoi aider les travailleurs de Clabecq ou de Boël dans leur lutte contre la fermeture, puisque cette disparition pourrait permettre à Cockerill Sambre ou à Sidmar de poursuivre leurs activités ?

Cette réflexion est une illusion, comme le déclare Roberto D'Orazio, président de la délégation FGFB des Forges de Clabecq (voir article ci-dessus). Illusion de croire que quand des usines fermeront, cela ira mieux. Les firmes restantes continueront leur guerre. Les travailleurs en subiront les conséquences : moins d'emplois, plus de flexibilité, plus

de stress...

La défense de la compétitivité sape l'unité fondamentale des sidérurgistes. Elle les empêche de se battre pour leurs propres intérêts : un emploi pour tous, un salaire qui permette de vivre convenablement, des conditions de travail non épuisantes. Au contraire, la compétitivité ne peut garantir l'emploi que pour les meilleurs, les plus "compétitifs", un salaire le plus bas possible et des conditions de travail super flexibles.

Deuxièmement, l'influence du Parti socialiste (PS et SP) dans les instances syndicales est néfaste. Le PS et le SP soutiennent la défense de la compétitivité. Dans ce cadre, ils ont accepté que l'Etat reprenne, pour la restructurer, la sidérurgie (Cockerill Sambre, Clabecq) des patrons qui ne voulaient plus y mettre un franc. Leur but est soit de fermer les outils, soit d'en faire des activités lucratives recédées ensuite à des multinationales.

Troisièmement, le nationalisme est également un frein considérable à l'unité des sidérurgistes.

Robert Collignon, ministre-président de la Région wallonne et membre du PS, agite le grand projet d'une sidérurgie wallonne, capable de rivaliser avec les autres capitalistes. En fermant Boël, Clabecq et des outils à Charleroi et à Liège. Le rapport de Laplace Conseil, chargé d'une étude sur la situation des Forges de Clabecq, était clairement orienté contre l'axe "flamand" constitué de Sidmar, de sa maison mère, Arbed, et du néerlandais Hoogovens.

De même, à Sidmar, on lève le drapeau de la Flandre prospère pour éviter que les sidérurgistes de Gand ne se solidarisent avec leurs collègues wallons.

Le nationalisme est le prolongement de la défense de la compétitivité au niveau de la nation (ou de la région) : c'est lutter pour "sa" nation, contre les travailleurs "étrangers". C'est un poison qui désarme les ouvriers contre les patrons. Le démantèlement, les pertes d'emploi, etc. sont poursuivis au nom de la grande Flandre ou de la grande Wallonie.

Cinq revendications

1. Maintien de l'emploi et des outils. Les sidérurgistes belges doivent rester 23.000. Nous n'acceptons pas la fermeture des hauts fourneaux et autres pour les aciéries électriques.
2. 32 heures sans perte de salaire et sans flexibilité. Pour que le progrès technique serve les intérêts des travailleurs. Pour que les jeunes aient aussi un emploi.
3. Les patrons doivent payer. Ils se sont retirés en empochant les bénéfices, lorsque l'acier n'était plus assez rentable. Ils doivent constituer un fonds pour financer les emplois en sidérurgie. Ils, c'est la Société

Générale, le groupe d'Albert Frère, Cobepa et les familles Boël, Dessy et Germeau.

4. Nationalisation sans indemnisation de la sidérurgie belge. Pour maintenir l'emploi, il faut sortir de la logique de la compétitivité. La nationalisation imposée par les travailleurs et accompagnée de mesures démocratiques permet de le faire en partie.
5. Seul le socialisme apporte une solution durable aux revendications des travailleurs : un emploi, un salaire décent et des conditions de travail humaines pour tous.

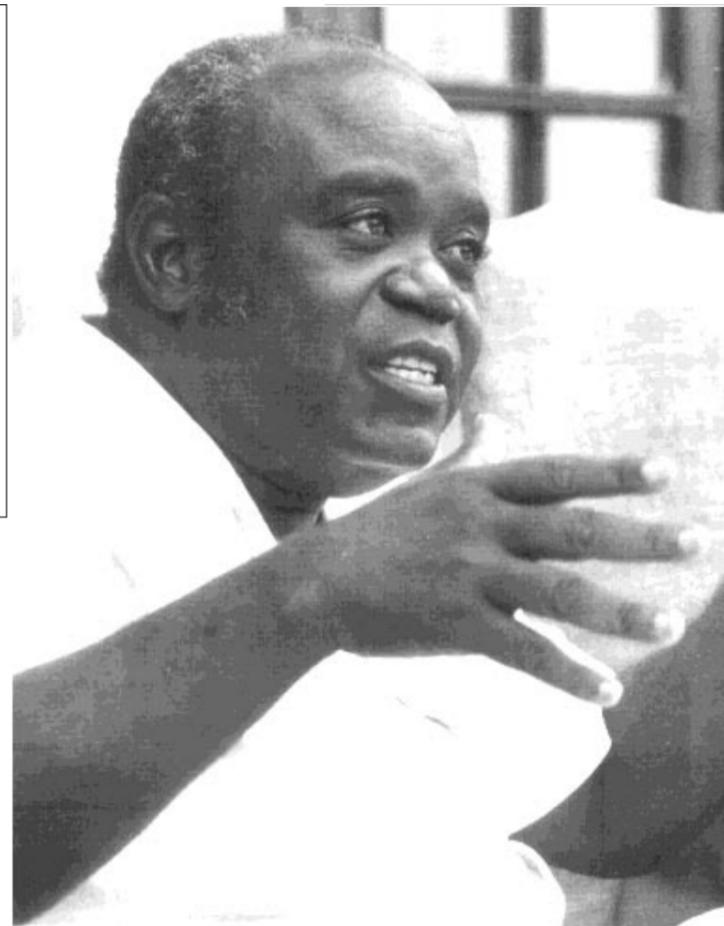
Les sidérurgistes ont intérêt à s'unir pour défendre leur emploi, leur salaire, des conditions de travail humaines. Pour cela, ils doivent rejeter la défense de la

compétitivité et le nationalisme. Ils doivent se débarrasser de toute influence des PS et SP qui les arriment à cette position concurrentielle meurtrière pour l'emploi.

Un authentique mouvement de résistance démocratique

Tony Busselen

Petit à petit, on se rend compte que les rebelles ne sont pas des hommes de paille du gouvernement rwandais. Les tentatives obstinées d'interpréter tout le conflit sur base de l'illusion raciste de la "lutte entre Hutu et Tutsi" sont de moins en moins crédibles. Par ailleurs, le front nationaliste réactionnaire autour de Mobutu présente aussi des failles. Plusieurs personnalités progressistes zairoises adoptent des positions courageuses.



Laurent Kabila et Masusu Nindaya (dirigeant d'une des quatre organisations de résistance zairoise de libération de la région de Bukavu) lors d'une conférence.

«Nous voulons renverser le régime de Kinshasa»

Kisase Ngandu est le responsable militaire des révolutionnaires et dirige les opérations dans le Nord et le Sud-Kivu. Comme Kabila (58 ans), Kisase (51 ans) est dans le maquis depuis les années 60. La semaine passée, Kisase Ngandu a accordé une interview au correspondant sur place de *La Libre Belgique* (1) à Goma. Ses déclarations éclairent d'un jour nouveau le conflit dans l'est du Zaïre. Kisase Ngandu : «Notre but est de renverser le régime en place à Kinshasa et tout ce qu'il représente à nos yeux : prébendes, corruption, misère pour le peuple. Il ne s'agit pas d'une question de personne — le président

Mobutu — mais d'une volonté de changement (...) Il y a quelque temps, nous étions encore dans la forêt. Aujourd'hui, nous maîtrisons Goma, Bukavu, Uvira. Nous sommes déjà au-delà de ces localités et nous irons jusqu'à Kinshasa s'il le faut. Mais nous avons et nous aurons encore d'autres contacts avec des mouvements anti-mobutistes au Zaïre (...) Après six ans de multipartisme "à la Mobutu" qui n'ont abouti à rien, nous avons opté, pour notre part, pour la lutte armée. Si l'UDPS veut discuter, nous sommes prêts.» A ce sujet, le correspondant de *La Libre Belgique* fait remarquer : «Rencontré à

Goma, Rubens Mikindo, responsable de l'UDPS Nord-Kivu, nous a formulé son vœu de s'asseoir à la même table que les rebelles.» Une question fondamentale se pose à ce stade : les révolutionnaires ont-ils une perspective claire pour l'édification d'un véritable pouvoir du peuple ? Ou la lutte armée va-t-elle s'enliser dans les intrigues au sommet avec les dirigeants de l'UDPS qui n'ont jamais pensé à rompre avec l'impérialisme. A la question de savoir ce qu'il pense d'une force d'intervention internationale, Kisase répond : «Nous n'y sommes pas favorables. Lundi, nous avons décrété

un cessez-le-feu unilatéral et invité les organisations humanitaires à secourir les déshérités. Nous n'avons pas encore eu de réponse. Notre volonté est de sécuriser les réfugiés, de leur garantir une assistance et de leur laisser le choix de l'exil ou du retour sur une base volontaire. Le problème est créé par les anciennes forces armées rwandaises. Regardez à Uvira, dans la zone que nous contrôlons, nous ne rencontrons aucune dif-

ficulté.

— Vous dites qu'il n'y a pas du tout de Rwandais à vos côtés ou qu'il y en a moins qu'on le dit ?

— Regardez autour de vous. Vous êtes ici à Goma. (Goma se trouve au Nord-Kivu, à quelques centaines de kilomètres de la région où habitent les Banyamulenge, ndr) Vous voyez les combattants. Avez-vous vu des soldats rwandais ? On a présenté ce conflit comme

celui opposant les Banyamulenge et les Zaïrois. Il n'y a pas de Banyamulenge. On parle d'eux parce qu'ils se sont révoltés au Sud-Kivu. Mais il s'agit d'un problème zairois, pas d'une question ethnique. Nous sommes issus de plusieurs ethnies. Et notre objectif commun est de renverser le régime de Kinshasa.»

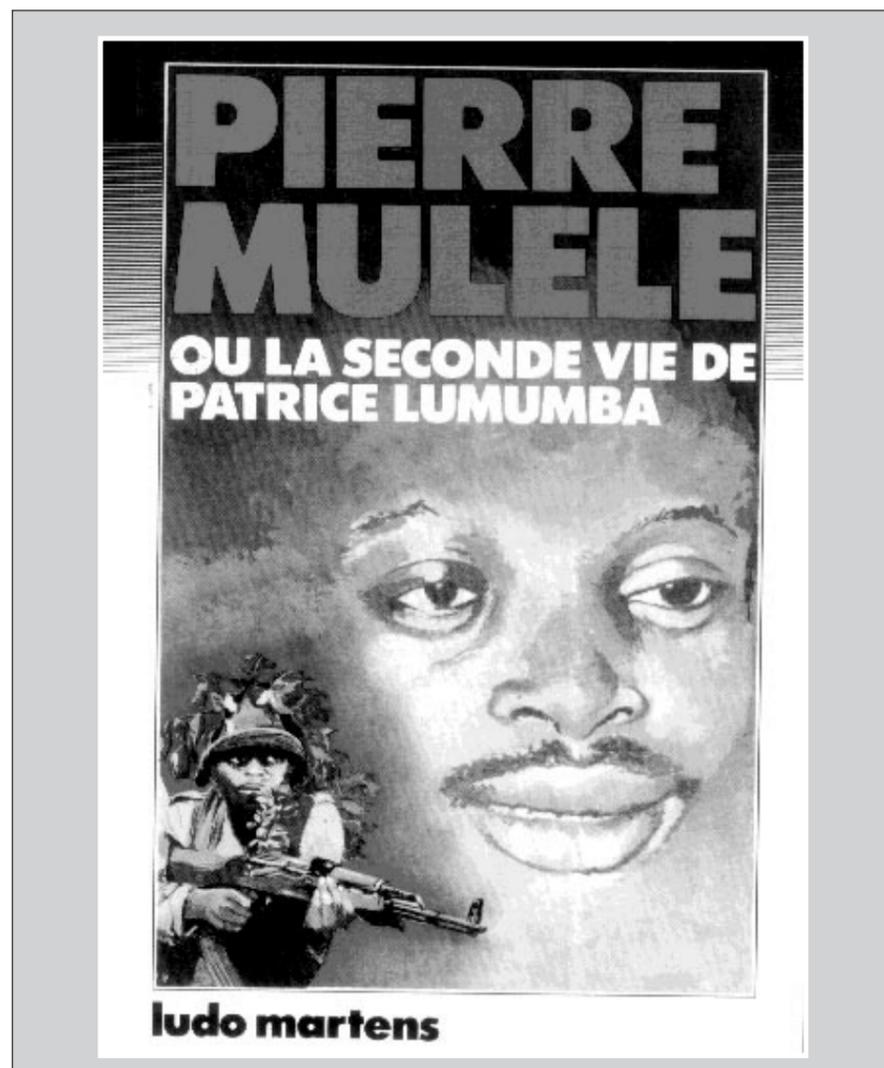
1. *La Libre Belgique*, 7 novembre 1996

«Nous n'en sommes qu'au début...»

Les rebelles zairois qui se sont emparés ces dernières semaines des trois grandes villes du Kivu (Uvira, Bukavu, Goma), dans l'est du Zaïre, ont nommé parmi eux des "commissaires politiques" chargés d'expliquer à la population le bien-fondé de leur révolte. Vincent, médecin de 30 ans originaire du Shaba, près de la frontière angolaise, est un de ces commissaires, qui décrit sa fonction comme "politico-militaire". Il réside actuellement à Goma, dans la maison d'un général en fuite des Forces armées zairoises (FAZ) désormais occupée par le "commandant" (sans grande en fait) des forces rebelles, André Kissasse Ngandu. «J'ai milité dans l'opposition. Mais je me suis rendu compte qu'on ne pou-

vait pas lutter avec des mots contre des armes» déclare Vincent pour expliquer son engagement dans la lutte armée. «La dictature de Mobutu ne pouvait plus durer» ajoute-t-il, décidé comme ses chefs à poursuivre la progression rebelle jusqu'à Kinshasa. «L'armée zairoise continue à menacer la population, il faut arrêter cela.» Pour l'instant, les habitants de Goma sont dans l'incertitude. Ils ont vu arriver ces militaires qu'ils ne connaissent pas, ne savent pas qui est derrière cette nouvelle "administration" et soupçonnent les "Rwandais" d'être les nouveaux maîtres de leur ville. «Du Rwanda, nous n'avons reçu qu'une assistance morale» ajoute Vincent, qui dément que l'armée rwandaise ait prêté main forte aux rebelles zairois. «Nous allons maintenant

expliquer aux gens la situation. Nous avons commencé à parler avec eux dans les quartiers. Ensuite, nous ferons des meetings publics» précise-t-il. C'est sa mission principale, pour l'instant. Selon lui, un "commissaire politique" a été nommé pour chaque "section", c'est-à-dire pour des groupes de 9 à 12 soldats. Il ne dit pas combien de soldats compte l'armée rebelle. «Nous continuons à recruter, c'est une dynamique.» «Dans un premier temps, il faut dire aux gens de rentrer chez eux et de reprendre le travail» ajoute-t-il, en précisant que l'Alliance n'a pas encore défini précisément les nouvelles structures administratives : «Nous n'en sommes qu'au début...» (*Le Soir*, 9 novembre 96)



"Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba", un livre indispensable de Ludo Martens pour comprendre les fondements du soulèvement au Kivu. Ce livre, édité chez EPO, compte 340 pages et coûte 698 F. Vous pouvez le commander à la Librairie Internationale. Tél. : 02/513 69 07.



isations de rebelles, le "Mouvement Révolutionnaire pour la Libération du Zaïre", une conférence de presse, la semaine dernière à Bukavu.

Trente années de guérilla contre le mobutisme

Depuis 1967, le PRP poursuit son action au Zaïre

Les médias continuent de répéter que, derrière la lutte au Kivu, se cache une «agression en bonne et due forme de Kigali». Mais différents correspondants de journaux bourgeois comme le *NRC Handelsblad*, *The Los Angeles Times* ou *La Libre Belgique*, qui ont vu les rebelles au travail dans les régions récemment libérées, affirment tous être impressionnés par le comportement sérieux et correct des rebelles. C'était déjà le cas il y a seize ans, lorsqu'un journaliste belge a visité les régions alors libérées et contrôlées par le Parti de la Révolution Populaire (PRP), le parti de Laurent Kabila.

Dans les territoires libérés

En octobre 1980, le journaliste belge Philip Borel a visité les territoires libérés par le PRP, aujourd'hui porte-parole des rebelles. Nous publions des extraits de ses impressions de voyage. (1) Elles indiquent que ce parti est un authentique mouvement de résistance contre la dictature de Mobutu, et non une simple création du nouveau gouvernement rwandais.

«Fondé en octobre 1967, le PRP est l'héritier direct des insurrections de 1964 qui, partant de l'est du pays, avaient, en moins de cinq mois, établi le pouvoir du Comité National de Libération (CNL) sur la moitié du territoire national. La rapidité du succès du CNL fut néanmoins dépassée par celle plus fulgurante encore de leur déroute lors des opérations "Ommegang" et "Dragon Rouge" sur Stanleyville en novembre 1964. En 1965, seuls subsistaient quelques foyers de résistance dans les régions éloignées des principaux axes routiers du nord et de l'est du pays. A cette époque, Laurent Kabila assumait le haut commandement de la région est. Malgré les tentatives de réorganisation auxquelles Che Guevara lui-même participa, les foyers de résistance de l'est, minés par les dissensions de la direction en exil (le Conseil Suprême de la Révolution), ne purent survivre aux opérations combinées des troupes gouvernementales et des mercenaires pour boucler les

frontières et "pacifier" les campagnes.

Héritier de la "rébellion", le PRP est toutefois le parti qui en a fait la critique la plus systématique. De l'analyse des "sept erreurs" de la rébellion, le PRP tirera les principaux axes de sa propre stratégie.

Si la rébellion avait négligé la politisation des populations des zones libérées, le PRP quant à lui y verra un objectif prioritaire. A la course vers les grandes agglomérations, le PRP substituera une guérilla essentiellement rurale. A l'utilisation de la magie comme moyen de maintenir la discipline et la confiance en soi, le PRP substituera une formation aux techniques de la lutte armée de longue durée et une discipline rigoureuse.

Les deux premières années d'existence du PRP furent consacrées au travail d'explication politique dans les villages du Nord-Saba et du Sud-Kivu, et à la reconstitution d'une force militaire à partir de l'unification des bandes disparates et de la formation de nouvelles recrues.

Dès la fin 1969, les véritables combats commencèrent à l'initiative de l'armée zaïroise, inquiète de l'expansion croissante du PRP. En plus des témoignages de combattants et de cadres militaires, j'ai pu me faire une certaine idée des moyens mis en oeuvre par l'armée zaïroise à la vue de débris d'hélicoptères Puma, de l'étendue des anciens campements de campagne, de la quantité de douilles jonchant certains lieux de combats.»

Le caractère criminel de l'armée de Mobutu

«En juin 1971, les villages de Nyembo, Kianga, Tchiuki, Kingoma et Mbuli ont été systématiquement incendiés par les troupes de Mobutu, enfermant enfants, femmes et hommes, sous la menace des mitraillettes, dans leurs cases en feu. J'ai recueilli des témoignages de ces atrocités tout comme j'ai longuement interviewé le fils du notable Lubanga Sikatenda, exécuté en avril 1972 en même temps que tous les Bami

(chefs de clans) de Kilembwe, fusillés après que des soldats du 3ème bataillon de Mbanza Ngungu les eussent forcés à manger leurs propres oreilles, sous prétexte qu'il s'agissait de sympathisants du PRP.

Après chaque offensive des troupes de Mobutu, le PRP lance une contre-offensive et obtient des victoires importantes : en 1972, la guérilla parvient à récupérer de nombreuses armes légères et des munitions. En 1974, après six mois de combats et l'engagement de nouveaux bataillons d'élite formés à Kitona, les troupes de Mobutu ne réussissent pas à prendre Hewa Bora, agglomération de 8.000 partisans du PRP, où se trouvait l'état-major général des Forces Armées Populaires.

En 1977, la guérilla se voit obligée, après une résistance de plusieurs semaines, d'évacuer les populations de l'agglomération de Wimbi, où le PRP avait son état-major général et les structures administratives centrales des zones libérées. Et de se replier vers des zones moins facilement accessibles aux troupes de Mobutu.»

Trois années plus tard, lorsque Philip Borel visite les zones libérées, le PRP est à nouveau installé à Wimbi. «Les opérations des FAZ (forces armées zaïroises) ont souvent pour but la destruction des récoltes des zones libérées. Pour contrer l'effet de ces opérations, le PRP accorde la plus haute importance à l'organisation efficace de la production et au stockage de vivres.

Les régions sous le contrôle du PRP constituent en quelque sorte un modèle réduit, un microcosme de ce que pourrait être un Congo-Zaïre tout autre.

La production et la répartition des biens sont organisées par un "Comité de production" élu par les villageois. Ce comité choisit l'emplacement des terres à défricher et à cultiver. Les champs collectifs absorbent la plus grande partie du temps de travail. La répartition suit des critères bien définis correspondant à l'évaluation des besoins des diverses catégories : villageois, forces armées populaires, visiteurs, cas sociaux et malades, semences et stocks.

Un rôle fondamental de

sensibilisation et d'organisation est dévolu aux organisations socio-politiques (Femmes révolutionnaires congolaises, Jeunes du PRP, Pionniers). Les jeunes vivent dans leurs propres camps, mixtes, cultivent leurs propres champs collectifs et reçoivent une formation politique et militaire.»

Une alternative au mobutisme

«La condition de la femme est profondément modifiée. La suppression de la dot, le libre choix des conjoints, le rôle des Femmes révolutionnaires congolaises ont entraîné une véritable révolution pour la villageoise. Le tribunal populaire civil de Hewa Bora est présidé par une femme, membre du Comité Central du PRP.

Grâce à un réseau d'écoles primaires, la majorité des enfants est alphabétisée. Dans une série de petits dispensaires, des soins sont prodigués gratuitement. Cette capacité d'organiser une nouvelle forme de société rurale, d'instaurer des rapports sociaux et économiques démocratiques, explique sans doute l'aptitude à mener une lutte de libération de longue durée, dans des conditions particulièrement difficiles. Malgré l'exiguïté des zones contrôlées par le PRP, l'existence même des zones libérées et l'organisation civile de cette société représentent un acquis de première importance. Elles témoignent en tous les cas du courage et de la détermination d'un peuple en lutte contre un régime de terreur et d'exploitation.

Dans une réorientation stratégique datant de 1979, le PRP a décidé de donner la priorité au travail de conscientisation politique sur la lutte armée et l'extension des maquis aux territoires qu'il ne contrôle pas. Les zones libérées n'en gardent pas moins un rôle de premier plan en constituant la base de repli et, sans doute, un tremplin à la longue et difficile marche vers une véritable autodétermination du peuple zaïrois.»

1. Basé sur le texte de la conférence de presse donnée par le Comité Zaïre le 1er décembre 1980.

Soutenir les forces démocratiques au Zaïre et au Rwanda

Soutenez les projets de "Médecine pour le Tiers Monde" au Rwanda et dans les territoires libérés du Zaïre. Cette semaine, la première délégation de

"Médecine pour le Tiers Monde" se rend dans ces derniers. Versements au compte n° 001-1951388-18, communication "Est-Zaïre".

Protestation contre l'intervention

Organisé par la Ligue Anti Impérialiste. Rendez-vous : le jour de déclenchement de l'intervention, à 19 heures, devant le ministère des Affaires étrangères, rue des quatre bras à Bruxelles (face au Palais de Justice).

Mots-d'ordre de l'action :

Non à une deuxième Opération Turquoise — Non à l'intervention impérialiste — Arrestation des auteurs du génocide et condamnation de leur idéologie — Non aux livraisons d'armes belges aux génocidaires — soutien au Rwanda et aux territoires libérés du Zaïre.

Soirées d'information

La LAI organise une série de conférences et de meetings sur le thème : Pourquoi la guerre au Kivu ? Qui soutenir ? Que pouvons-nous faire ?

• **Ecole du tiers monde** avec entre autres Ludo Martens, samedi 16 novembre, de 9h30 à 17h au Centre International, Bd Lemonnier 171, Bruxelles.

• **Anvers**, mardi 19 novembre, 20 h, au RUCA, Audit. Campus Groenenborgerlaan.

• **Bruxelles**, mardi 19 novembre, 19 h, à l'ULB, Audit. A. Paul Héger.

• **Gand**, mardi 26 novembre, Audit. Blandijn.

• **Liège**, à l'ULG, jeudi 28 novembre, 19h30, Résidence André Dumont, Place du Vingt Août.

• **Louvain-la-Neuve**, à l'UCL, jeudi 21 novembre, 20 h, avec Gérard de Sélys (RTBF) et Colette Braeckman (*Le Soir*), Audit. Montesquieu 02. (sous réserve)

Pour plus d'informations : tél. 02/513.53.86

La France aura-t-elle son «Opération Turquoise»-bis ?

La résistance contre une intervention impérialiste s'amplifie

«Des diplomates français ont déclaré que l'envoi d'une force armée internationale diminuerait le danger d'un chaos susceptible de provoquer une révolte politique au Zaïre, pays riche en minéraux stratégiques.» (1) Craignant que les développements politiques au Zaïre ne deviennent incontrôlables, l'impérialisme veut intervenir.

Dirk Van Duppen

Les puissances impérialistes se préparent depuis longtemps à ce qui se déroule actuellement en Afrique centrale. Au printemps, l'Europe, sous la direction de la France, a lancé l'initiative d'une force d'intervention africaine. Les Etats-Unis l'ont torpillée pour lancer eux-mêmes, ensuite, un projet similaire avec leurs alliés africains.

Mais depuis les progrès spectaculaires du front de libération de Laurent Kabila au Kivu, qui menace directement le régime zaïrois, les rivalités internes entre puissances impérialistes s'estompent devant le souci commun de maintenir le Zaïre sous contrôle impérialiste. Un commentateur de l'*International Herald Tribune* panique : «A présent, tout le monde est en colère contre tout le monde et la catastrophe ne cesse de s'aggraver. La collaboration des Américains, des Européens et, dans la mesure du possible, des Africains est essentielle. D'abord pour sauver des vies mais, ensuite, en vue de démêler l'imbroglio et d'imposer un règlement politique.»

Le même journal ajoute : «Des sources diplomatiques françaises affirment qu'il est important, au moment où le président Mobutu se remet d'un cancer, de protéger un régime qu'ils définissent comme

fragile et en voie de démocratisation.»

Les activités diplomatiques en vue d'une intervention commune s'intensifient. Le *Washington Post* (2) indique que lors de leur rencontre à Paris, le vendredi 1er novembre, Anthony Lake, conseiller de Clinton en matière de sécurité, Peter Tarnoff, vice-ministre américain des Affaires étrangères et le président français Jacques Chirac, ont établi les bases d'une approche commune face à la crise zaïroise.

A la demande du secrétaire général de l'ONU, Boutros Ghali, le Canadien Raymond Chrétien a rendu visite à Mobutu dans sa résidence de Nice, au début de la semaine passée. Jeudi dernier, lors du sommet africain au Kenya, le Rwanda a été mis sous pression pour qu'il accepte une force d'intervention "neutre".

Le sens que l'impérialisme donne à cette "neutralité" apparaît clairement lorsqu'on lit dans l'*International Herald Tribune* : «Les diplomates français ont déclaré que le soutien des Etats-Unis était indispensable pour convaincre le Zaïre et le Rwanda de la neutralité des forces d'intervention. Ils tentent de minimiser les critiques récentes de ministres français accusant l'administration Clinton de vouloir miner le rôle traditionnel de la France en Afrique.» (1) En d'autres termes : la France a besoin



Lors d'un meeting organisé le 7 novembre à Bukavu par l'Alliance Démocratiques des peuples du Congo-Zaïre, le front de quatre organisations zaïroises de libération, 4000 jeunes se sont présentés pour rejoindre les rebelles dans leur lutte contre le régime de Kinshasa.

de la collaboration de troupes américaines ou anglophones pour donner à l'opération une façade de "neutralité".

La France invoque les intérêts impérialistes communs de ses rivaux pour les impliquer dans le projet. A cette heure, il n'est pas encore clair qu'elle forme prendra l'intervention. Mais une chose est d'ores et déjà évidente : la France — et désormais ses rivaux impérialistes — sont décidés à lancer une deuxième "Opération Turquoise" pour maintenir le Zaïre sous le contrôle de l'impérialisme.

La France a d'ailleurs obtenu que la résolution adoptée par le Conseil de sécurité de l'ONU mentionne la possibilité d'une intervention sans le consentement des parties concernées.

La rhétorique "humanitaire" cache le véritable enjeu

La rhétorique humanitaire qui accompagne l'intervention sert à faire avaler à l'opinion publique occidentale la pilule amère de l'agression et de la domination. Peut-il encore subsister des doutes à ce propos depuis les révélations d'une commission d'enquête spéciale des Nations unies. Dans un volumineux rapport, la commission décrit de quelle manière l'aide et les interventions humanitaires dans les "zones de sécurité" ou les "couloirs humanitaires" de l'Opération Turquoise ont été utilisés par les fascistes hutus pour s'approvisionner en armes et acheter des munitions à une usine de FN nouvellement créée au Kenya avec l'aide belge. (3) Lorsque Kabila a décrété un cessez-le-feu unilatéral de trois semaines pour permettre le retour

des organisations humanitaires étrangères, l'impérialisme a tout fait pour empêcher ce projet. «Ngandu Kisase (le dirigeant militaire des rebelles) a invité l'ONU et les organisations humanitaires qui s'étaient retirées de la zone des conflits à retourner à Goma pour qu'ils puissent atteindre les réfugiés. "Nous autorisons les réfugiés à retourner dans les camps qu'ils ont quittés" a-t-il déclaré. Le porte-parole du Haut commissariat aux réfugiés, Ray Wilkinson, a répondu qu'"entrer dans Goma reviendrait à reconnaître de fait les rebelles, ce qui peut créer des problèmes pour les organisations internationales"». (4)

Les rebelles voulaient donc autoriser les organisations humanitaires à retourner à Goma pour que les réfugiés puissent rentrer dans leurs camps. Mais les impérialistes "humanitaires" ont refusé, préférant laisser crever les gens sur les plaines de lave et dans la brousse, plutôt que de "reconnaître" les rebelles.

Entre-temps, les fascistes hutus de l'ancien régime rwandais sont parvenus à faire sauter le cessez-le-feu de Kabila. Se sentant soutenus par la France, prête à intervenir à nouveau pour les sauver, ils ont repris l'offensive.

Mobutu, lui, se voit investi d'un nouveau rôle diplomatique. Il prépare une contre-offensive en vue de moderniser les forces aériennes zaïroises en un temps record. L'occupation de l'aéroport stratégique de Goma sera probablement un premier objectif de l'intervention impérialiste. Un aéroport que les autorités zaïroises pourront utiliser par la suite comme base d'attaque contre les villes libérées du Kivu.

La seule politique qui puisse résoudre le problème des réfugiés

dans la région est celle du gouvernement rwandais et du front de libération au Kivu. Ils considèrent que la catastrophe humanitaire ne peut être résolue que par les seules mesures suivantes : désarmement et dissolution des ex-Forces Armées Rwandaises et des milices interahamwe; arrestation et jugement des génocidaires; séparation des réfugiés et des fascistes hutus; interdiction de la propagande ethniciste et raciste; soutien au Rwanda en vue de l'organisation et de l'accueil des réfugiés.

Résistance des forces démocratiques et révolutionnaires

Le gouvernement rwandais ainsi que le front de libération s'opposent à toute intervention étrangère. Anastase Gasana, ministre rwandais des Affaires étrangères, a déclaré lors de sa visite en Belgique : «Nous nous méfions des forces d'intervention en Afrique. Sous prétexte d'être humanitaires, ce sont des actions militaires avant tout.

L'opération française "Turquoise" de 1994 a offert une couverture gracieuse aux génocidaires hutus. Nous sommes aujourd'hui aux prises avec les conséquences de "Turquoise". Toute force qui viendrait interférer avec la situation dans les Grands Lacs, sans le consentement des pays concernés, sera combattue par tous les moyens.» (5)

1. *International Herald Tribune*, 8 novembre 96 — 2. *Washington Post*, 5 novembre 96 — 3. *De Morgen*, *NRC* et *Le Soir* des 7 et 8 novembre 96 — 4. *International Herald Tribune*, 7 novembre 96 — 5. *Le Soir*, 6 novembre 96

La faillite totale de "l'opposition" zaïroise

La crise actuelle démontre, pour la tantième fois, la faillite totale de la plupart des forces de l'opposition zaïroise. Une partie importante s'est laissée entraîner par le régime mobutiste, suivant la propagande raciste contre «les Tutsi» ou «les Rwandais» et accordant son soutien à l'armée zaïroise, dernier rempart du régime de terreur au Zaïre.

Les mots d'ordre sont : combattre la division et l'ethnicisme; soutenir la lutte armée contre les troupes mobutistes; dissoudre et désarmer complètement l'armée réactionnaire; former un gouvernement révolutionnaire du peuple et organiser une armée révolutionnaire du peuple.

Certains opportunistes dans l'opposition espèrent arriver au

pouvoir en s'appuyant sur les Etats-Unis, à l'heure où Mobutu se lie ouvertement à l'impérialisme français. *Le Soir* du 6 novembre signale : «Les deux principaux partis de l'opposition zaïroise ont vertement crié leur hostilité à l'intervention d'une force étrangère au Zaïre, surtout si la France y est impliquée. Justine Kasa-Vubu a affirmé que la France n'est pas neutre dans le conflit. De plus le Président Chirac a choisi son camp, celui du tandem Mobutu-Kengo et des auteurs du génocide rwandais.» En restant sous la domination d'une puissance impérialiste, que ce soit la France, les Etats-Unis ou la Belgique, le peuple congolais ne peut que s'enfoncer toujours plus dans la misère et le désespoir.



Oya Gökbayrak est très populaire. Sur la photo : des femmes et des enfants brandissent une affiche qui exige sa libération.

Turquie : complot contre une militante

La police dissimule de la drogue dans sa chaise roulante

Oya Gökbayrak a été arrêtée dans sa maison dans le quartier populaire Küçük Armutlu à Istanbul le 14 octobre. Elle est inculpée de détention d'héroïne et risque au moins 10 ans de prison. Oya est en chaise roulante depuis 1985 mais elle n'a jamais considéré cela comme un handicap. Toujours aux barricades. «Notre mère, soeur, dirigeante et militante», disent les familles du quartier.

Diane Vangeneugden

Un témoin nous raconte : «Nous étions plusieurs femmes dans la maison d'Oya quand la police a fait irruption pour l'arrêter. Ils se sont précipités comme des fous sur la chaise roulante. Mais étant donné le tumulte et toutes les personnes présentes, les policiers n'ont pas eu le temps de dissimuler de l'héroïne dans la chaise roulante. Tout à coup, ils ont tendu la main : «Regardez ! de l'héroïne.» Plus tard, au bureau de police, ils ont démonté la poignée de la chaise pour tenter de prouver que c'est là que se trouvait l'héroïne. Nous nous attendions à ce qu'ils fouillent toute la maison et nous emmènent aussi. Pas du tout, ils n'avaient en tête que "héroïne" et "chaise roulante" et n'ont même pas demandé notre carte d'identité !»

La police avait mobilisé deux journalistes de droite pour témoigner. L'un d'eux a refusé de signer, le complot était trop évident. Quand Oya est arrivée à la brigade des narcotiques, elle a entendu un chef furieux dire à ses subordonnés : «Pourquoi

n'avez-vous arrêté qu'Oya ? Où sont donc tous ces enfants à qui elle fournissait la drogue ?» Les policiers ont vendu la mèche en répondant : «Mais chef, c'est vous qui avez conçu le scénario et vous nous avez seulement dit de ramener Oya !» Les juges étaient très ennuyés. Le tribunal de la Sûreté de l'État a transféré le dossier à un autre tribunal. Là, le procureur a refusé de donner la parole aux femmes et aux avocats d'Oya ! Devant les protestations de la population, ceux-ci ont finalement pu faire leurs déclarations. Le procureur a confirmé la détention mais, gêné par ce «dossier brûlant» et craignant un mouvement de protestation, il l'a maintenant transféré à un troisième tribunal.

Pourquoi Oya est-elle derrière les barreaux ?

Oya Gökbayrak est porte-parole de la Plate-forme des Droits et de la Liberté; présidente de Tiyad-Marmara, l'union des familles de prisonniers politiques; rédactrice de l'heb-

domadaire *İşçi Hareketi* (Mouvement ouvrier). Chaque semaine, elle rendait visite aux prisonniers. Tous les samedis, elle était présente à l'action des «Mères du samedi», un mouvement de protestation des familles de prisonniers politiques et de disparus. Elle-même a été arrêtée une centaine de fois. Elle a été souvent torturée. Actuellement, elle est encore sous le coup de cinq inculpations : deux pour son soutien aux prisonniers qui, en juin, ont poursuivi jusqu'à la mort leur grève de la faim; trois pour des articles qui ont paru sous son nom.

Un exemple d'inculpation. Dans un article sur la grève de la faim, deux noms sont cités : Mehmet Agar, le ministre de la Justice et ancien chef de la police d'Istanbul et de toute la Turquie. Agar est connu de tous comme tortionnaire et est responsable de nombreuses exécutions de masse dans les prisons. Le second nom est celui de Gücay, chef du système pénitentiaire de toute la Turquie. Le procureur a estimé que la mention de ces deux noms était une incitation à en faire la cible d'attentats extrémistes. Jusqu'ici, la police n'a jamais eu d'arguments ou de preuves pour faire condamner Oya pour sa lutte démocratique. De plus, l'État turc hésite à arrêter une personne handicapée. L'arrestation de quelqu'un pour des activités démocratiques risque de provoquer une réaction nationale et internationale. C'est pourquoi la police a monté ce complot "à l'héroïne" : personne ne défend les

revendeurs de drogue.

En arrêtant Oya, l'État turc poursuivait deux buts : d'une part, se rendre physiquement maître d'Oya pour l'empêcher de participer à la lutte sur le terrain. D'autre part, tenter de démoraliser les masses démocratiques et les révolutionnaires, de semer le doute parmi eux en leur faisant croire que leurs dirigeants seraient des trafiquants de drogue et non les militants honnêtes qu'ils croient soutenir. L'État veut ainsi créer une brèche entre les démocrates et les révolutionnaires pour décourager toute résistance démocratique. «S'ils en sont à devoir utiliser des inculpations aussi lamentables, cela montre que l'appareil d'État est en crise et est trop faible pour faire front à nos militants sur le plan politique», dit un militant.

Des messages de solidarité arrivent en masse

Oya Gökbayrak a été admise à l'hôpital de la prison. Elle y est entourée d'une vingtaine de prisonniers politiques qui ne sont pas encore rétablis de leur grève de la faim. Oya bénéficie d'une grande sympathie populaire. Une campagne pour sa libération a été lancée. Son organisation pense que la campagne va prendre rapidement de l'ampleur : on a beaucoup parlé du complot, les messages de solidarité arrivent en masse. Participez au mouvement : «Libérez Oya !»

Küçük Armutlu, le quartier populaire qui donne l'exemple

Oya Gökbayrak, militante turque, dans une interview avant son arrestation : «À Küçük Armutlu, j'ai découvert un autre monde. Les gens s'entraident, ils partagent tout. Ils s'organisent en comités pour l'éducation, la santé et l'hygiène, le planning des naissances, l'eau et l'électricité. En 1992, l'État voulait raser notre quartier pour y construire des villas. Des milliers de policiers sont arrivés avec des armes et des tanks. La population a résisté : jeunes et vieux, hommes et femmes. Chaque fois qu'une maison était démolie, ils se mettaient ensemble pour la reconstruire. Quand quelqu'un était arrêté, on prenait sa famille en charge. Un jour, ce régime turc sera abattu et tout le monde vivra comme à Küçük Armutlu. Ce sera un monde tout différent !»

Le produit de notre campagne de soutien servira à payer des matériaux pour l'édification d'un centre de santé dans les quartiers de Gazi et de Küçük Armutlu. Envoyez votre soutien au compte n° 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde, avec la mention «Projet centre de santé Turquie».

Participez aux «Mères du samedi»

Les «Mères du samedi» sont organisées par Demokratik Güçler Platformu, la Plate-forme des Forces Démocratiques. Il s'agit d'une initiative unitaire qui vient d'être lancée par des démocrates et des révolutionnaires turcs et belges. Elle vise à unir la lutte contre le racisme, contre le démantèlement des droits sociaux des travailleurs de notre pays, pour la solidarité avec la lutte antifasciste et anticapitaliste en Turquie. La Plate-forme va organiser une série de séminaires dans toutes les provinces du pays et a l'ambition de mener une action de protestation mensuelle sur le modèle des «Mères du samedi» en Turquie. Premier rendez-vous : samedi 30 novembre, à 14 h, place de la Monnaie à Bruxelles.

Faites libérer Oya Gökbayrak

Vous pouvez contribuer à la campagne de solidarité pour la libération d'Oya Gökbayrak :

- faites signer la pétition pour la libération d'Oya
- écrivez une carte de soutien et confiez-la nous. Nous la transmettrons aux avocats d'Oya qui l'utiliseront pour intensifier leur campagne
- participez à la première action des «Mères du samedi» à Bruxelles
- un représentant du Parlement du peuple de Gazi (un quartier populaire d'Istanbul) sera l'invité du week-end de rencontre de Médecine pour le Peuple / Médecine pour le Tiers Monde à Dworp les 30 novembre et 1^{er} décembre (voyez aussi p. 15)
- un avocat d'Oya sera l'invité du Centre International le 6 décembre à 20 h, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles
- participez au festival de solidarité turc le samedi 7 décembre dans les Grenslandhallen à Hasselt (avec entre autres Grup Yorum, des témoignages...)

Informations et matériel de soutien : adressez-vous à la Ligue Anti-impérialiste, rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles, tél. : 02/513.53.86.

Le stéthoscope social

Des étudiants en médecine prennent un bain social

En compagnie de deux étudiants, je traverse le site minier limbourgeois de Winterslag. Les tours d'extraction défilent, symboles d'un temps révolu. Voilà presque 10 ans que le liquidateur Gheyselinck a fermé les puits. Trente mille ouvriers ont perdu leur emploi. Cela laisse des traces, particulièrement perceptibles à la consultation du médecin généraliste.

Harrie Dewitte

Les étudiants m'accompagnent en visite chez un ancien mineur. Cela s'appelle une enquête sociale. Disons même un bain social. Nous sommes accueillis par Stephania. Son mari n'est pas à la maison.

Stephania : « Il est à nouveau parti à la mine. Depuis 1988, il y va tous les jours, du lundi au vendredi. Vers onze heures, il rentre et il lave la voiture. Jour après jour. Au début, il était content — comme moi — que ce soit fini. Le travail à la mine était dur et il avait été victime d'un accident de travail. Il avait alors 42 ans. Mais très rapidement, l'absence de ses amis et l'ennui ont commencé à peser. Nos revenus ont également diminué d'un tiers. Il a travaillé pendant quelques mois dans une station d'essence, en noir, comme tant d'autres mineurs. Mais il a failli se faire prendre et il a arrêté. Depuis lors, il boit. Il est devenu agressif. Parfois il me frappe. La bière et la télé sont les seules choses qui l'intéressent... et le sexe, mais uniquement à la télévision. Au lit, il n'est plus rien. On se dispute sans cesse. Je dors dans le lit de mon fils, Joseph. Lorsqu'il avait 18 ans, celui-ci est parti habiter chez sa grand-mère. Il ne supportait plus nos querelles. Notre vie est devenue un enfer. Je ne peux pas partir, car il me faudrait tout abandonner. Tout ce que vous voyez ici, c'est mon travail. Que puis-je faire avec 20.000 francs par mois ? J'ai presque 50 ans et je n'espère plus trouver un emploi. A trois reprises, j'ai eu un ulcère à l'estomac, une fois même une hémorragie stomacale. »

Iwan et Stephania ne sont pas des exceptions. Près de 8.000 mineurs sont devenus des vieillards à l'âge

de 40 ans. Nous sommes confrontés avec cette réalité, presque tous les jours lors des consultations.

Le chômage est un microbe qui détruit l'organisme, mais le travail rend malade aussi. Une des conséquences les plus flagrantes et directes de la fermeture des mines est la détérioration générale des conditions de travail. En effet, moins il y a d'emplois, plus les employeurs augmentent leurs conditions. A cet égard, la flexibilité semble être le principe magique.

Le travail rend malade, lui aussi

Nombre de mineurs ont trouvé un emploi dans des entreprises de reconversion, où on exige une grande flexibilité. Souvent, elles disparaissent d'ailleurs aussi vite qu'elles sont apparues. Même dans les grandes entreprises comme Ford, le travail de nuit a été généralisé. Cette détérioration des conditions de travail est à l'origine du stress et de maladies diverses. C'est ce qui ressort d'une étude menée de 1991 à 1993 par le docteur Marc Martens de Médecine pour le Peuple de Genk à l'université de Maastricht. Cent médecins belges y ont participé. Elle démontre que les travailleurs soumis à des conditions de travail très flexibles présentent autant de maladies que des patients chroniques.

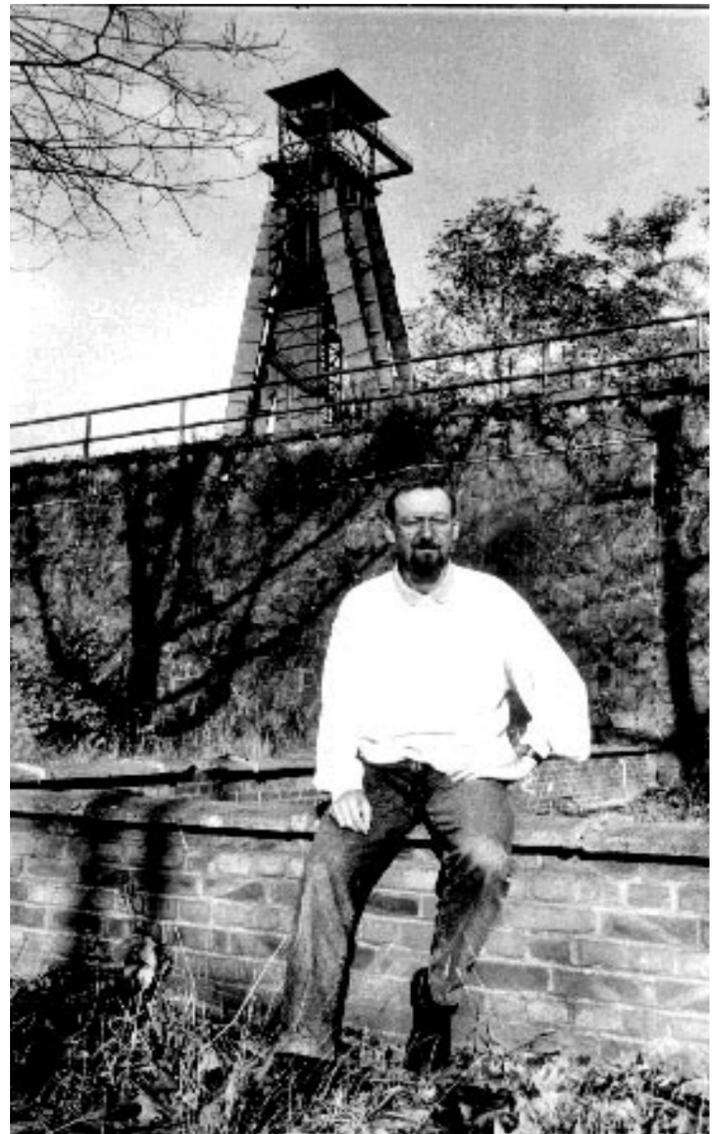
Pour échapper au chômage et à la misère, de plus en plus de gens plongent dans le circuit du travail en noir. Le plus souvent, il s'agit de travaux pénibles, insalubres, non réglementés et mal rémunérés. En outre, ces travaux sont souvent effectués par des travailleurs plus

âgés ou moins valides, à qui ce genre de travail ne convient pas mais qui n'ont pas le choix. Les conséquences pour la santé sont néfastes. Quelques exemples. Pendant le travail dans une entreprise de désossement, un ouvrier se sectionne le doigt. N'étant pas inscrit, il ne bénéficie pas de l'assurance. Les ouvriers d'une entreprise champignonnaire ne reçoivent pas les vêtements adéquats et n'ont pas la possibilité de prendre une douche. Puisque la culture de champignons se fait sur du fumier, ces travailleurs sont assaillis par des parasites. Dans l'industrie automobile, les cabines de peinture sont nettoyées par des ouvriers qui travaillent en sous-traitance. Ils utilisent des solvants. Bien que les effets nocifs de ces produits sont connus, les mesures de sécurité sont insuffisantes. Beaucoup de ces ouvriers présentent des symptômes d'affection du système nerveux. *

* Cet article est repris de l'étude « Soins de santé après la fermeture des mines » (en néerlandais), publiée dans Stéthoscopie, n° 62, septembre 1996.

Le week-end de rencontre annuel de Médecine pour le Peuple se déroulera à Dworp du 30 novembre au 1er décembre. Les enquêtes sociales sont l'un des thèmes à l'ordre du jour.

Pour plus d'informations et un dépliant détaillé sur le week-end, vous pouvez vous adresser à Médecine pour le Peuple, Groenplein 19, 9060 Zelzate, tél. : 09/344 92 44 - fax : 09/343 09 26.



Médecine pour le Peuple organise des enquêtes sociales pour les étudiants en médecine. Comment devenir un bon médecin si vous ne connaissez pas les conditions de travail et de vie des gens ?

Enquête sociale : participez

Des milliers d'étudiants poursuivent des études de médecine. Beaucoup ont fait ce choix parce qu'ils veulent servir les gens. A l'université, on en fait des médecins compétents, mais aussi des médecins aveugles. Si on veut servir le peuple, il faut apprendre à utiliser le stéthos-

copie sociale. Cela permet de diagnostiquer non seulement la maladie, mais également ses causes, de les analyser mais aussi de chercher à y remédier.

C'est l'objectif des enquêtes sociales organisées par Médecine pour le Peuple. L'année dernière, 48 étudiants y ont participé. Cette

année également, les étudiants auront cette occasion. Vous pouvez aussi effectuer un stage dans l'une des dix maisons médicales de Médecine pour le Peuple. Adressez-vous à Harrie Dewitte, Médecine pour le Peuple, Keinkes-straat 3 A, 3600 Genk, tél. : 089/35 97 87.

Etudes Marxistes : la stratégie des principaux centres de l'impérialisme



Un Séminaire international a réuni, du 2 au 4 mai 1996 à Bruxelles, des représentants d'organisations communistes et révolutionnaires du monde entier. Ils y ont notamment débattu de la stratégie des centres de pouvoir impérialiste.

Etudes Marxistes a rassemblé les principales contributions sur ce thème dans son dernier numéro. Plusieurs auteurs analysent la stratégie des impérialismes américain, allemand, français, japonais et russe. La collaboration entre les diverses grandes puissances, mais surtout leur rivalité persistante sautent aux yeux.

Le rôle dominant de l'Allemagne en Europe après l'annexion de l'Allemagne de l'Est revêt de plus en plus des aspects nazis arro-

gants. Le chancelier Kohl remet ouvertement en question la frontière orientale Oder-Neise entre la Pologne et l'Allemagne et pour lui, l'unification européenne est devenue aujourd'hui "une question de guerre et paix".

Un document essentiel pour ceux qui veulent comprendre la lutte de pouvoir entre les blocs impérialistes.

Etudes Marxistes n°33 - octobre 1996, 102 p. Vous pouvez l'obtenir en versant 220 F (port inclus) au compte 001-2433847-96 de INEM ou par tél. au 02/513.66.26 ou par fax : 02/513.98.31.

Pour l'étranger : versez la somme au compte 000-1666959-14 de Solidaire, 1000 Bruxelles.

Une délégation du PTB revient de Chine

A propos des succès économiques et de l'avenir du socialisme

La Chine a introduit un système dit "d'économie de marché socialiste" et s'ouvre aux investissements étrangers. Mais de nombreux cadres du Parti Communiste semblent conscients des visées de l'Occident.

Baudouin Deckers

Une délégation du comité central du PTB était en visite en Chine au début novembre. Alors que la crise du capitalisme frappe chaque jour plus durement les travailleurs du monde entier, nous avons vu une Chine en plein développement économique. La population y connaît une amélioration sensible de son niveau de vie. Le Produit national brut (ensemble des richesses produites) a quadruplé depuis 1980. Bien que toujours pays du tiers monde, la Chine ne compte plus que 70 millions de pauvres, pour une population totale de 1,2 milliard (soit 6 %). Partout surgissent de grands chantiers de construction. La superficie moyenne du logement par habitant était de 4 m² en 1980; elle atteint aujourd'hui 8 m² et sera de 10 m² en l'an 2000. Les gens sont partout correctement vêtus. D'innom-



La délégation du PTB a notamment visité Yan'An, au nord de la Chine.

brables (grands) magasins offrent un choix énorme: nulle part nous n'avons vu de file... si ce n'est devant le mausolée de Mao Zedong! Partout règne une atmosphère pleine d'entrain; les gens sont satisfaits et confiants dans l'avenir.

Combien absurdes sont les mensonges anti-chinois et anti-communistes d'Amnesty International et consorts. Ainsi, nous avons visité l'orphelinat de Shanghai dont nos médias ont montré des photos de bébés soi-disant maltraités. Nous avons pu constater que les 400 enfants abandonnés et lourdement handicapés y sont soignés de façon admirable.

Le Parti Communiste Chinois (PCC) apparaît partout comme le noyau dirigeant et dynamique de la société. Des cadres du Parti nous ont dit: «Nous réalisons combien cela doit être

difficile dans un pays impérialiste aujourd'hui.»

Une question majeure nous préoccupait: la Chine restera-t-elle socialiste malgré son système dit "d'économie de marché socialiste" et l'ouverture aux investissements étrangers? La privatisation de bon nombre d'entreprises ainsi que l'introduction de capitaux étrangers doivent nécessairement donner naissance à une nouvelle classe capitaliste. Les écarts de revenus entre individus et régions sont déjà importants. Comment éviter d'aboutir au même point que l'ex-URSS? Nos camarades chinois ont donné beaucoup de réponses. Elles n'ont certes pas dissipé nos craintes, mais ont aidé à mieux comprendre leurs motivations.

Le Parti Communiste semble conscient des visées de l'Occident à l'égard de la Chine: y

renverser le socialisme, diviser le pays et conquérir ce gigantesque marché. Le PCC prend différentes mesures économiques et politiques pour pallier les phénomènes négatifs engendrés par les réformes. Le comité central du PCC a élaboré un texte en octobre sur le développement de l'idéologie socialiste. Ce texte est à l'étude dans toutes les villes que nous avons visitées. Il souligne entre autres l'importance de l'éducation collectiviste et de la connaissance du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong.

Participez à la conférence (avec dias) de Baudouin Deckers et Bert De Belder sur leur voyage en Chine. Au Centre International, Bd Lemonnier 171 à Bruxelles, vendredi 15 novembre à 20 h.

Week-end pour une autre médecine

Samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre à Dworp

Geert Top

"Médecine pour le Peuple" et "Médecine pour le Tiers Monde" organisent leur week-end annuel de rencontre. Toutes les personnes concernées par les soins de santé sont les bienvenues. Un rapide survol du programme.

Samedi 30 novembre

• **Petrella peut-il guérir le monde?** Dénonçant la concurrence, Petrella se rend populaire. Critique marxiste de ses thèses, notamment en matière de soins de santé.

• **Médecine gratuite.** Pour le premier échelon (généralistes) ou pour tous les échelons? Avec Fred Louckx, professeur de sociologie de la santé à la VUB et Harrie Dewitte, médecin du PTB à Gand.

• **Les soins de santé sous le socialisme.** Quelques réalisa-

tions remarquables que permet une autre organisation de la santé dans les pays socialistes.

• **Rwanda et Kivu à nouveau dans la tourmente.** Quelle solidarité avec les peuples de la région? Avec Privat Rutazibwa, du FPR et Frank Sonck, de la Ligue Anti-impérialiste.

• **Pressés comme des citrons.** Conditions de travail insupportables dans le secteur des soins de santé. Avec Walter Lejoly (CNE), Werner Van Mierlo (LBC) et Johan Fobellets, infirmier à Médecine pour le Peuple.

• **Infirmiers(ières) à vendre?** L'Occident fait venir systématiquement les infirmières du tiers monde pour les faire travailler dans les pays riches. Quelles conséquences pour ces travailleurs et pour la population du tiers monde?

Dimanche 1er décembre

Journée conjointe avec "C'est du Belge" du MML.

• **Numerus clausus.** Un problème qui ne concerne pas seulement les étudiants en médecine. Débat avec des étudiants et de Médecine pour le Peuple.

• **Enquêtes sociales.** Ouvriers sur-stressés, chômeurs désespérés et patients incapables de payer la note. Recherche de la dimension sociale de la santé et de la maladie.

• **La prostitution infantine.** L'abus sexuel des enfants ne peut exister que dans une société où tout se vend. Avec Katlijn Declercq (ECPAT), qui a participé à la Conférence internationale de Stockholm sur l'abus sexuel des enfants.

• **La drogue et l'impérialisme.** Une arme contre les luttes de libération du tiers monde. Avec Hernando Calvo Ospina, auteur de "Don Pablo Escobar,

mort d'un baron de la drogue".

• **Drogue, capitalisme et répression en Belgique.** Dieter Truyen témoigne de l'usage de la drogue dans la répression contre les jeunes.

• **Quelle attitude face à la drogue?** Avec Baudouin Denis, généraliste à Charleroi, Freddy Merckx, généraliste à Molenbeek et Michel Van Duffel, médecin du PTB à Genk.

• **Faire quelque chose de sa vie!** Avec Stan Vanhulle, ouvrier et délégué sécurité-hygiène à Renault-Vilvorde et Bert De Belder, médecin pendant huit ans et demi aux Philippines.

Inscriptions ou renseignements: adressez-vous à "Médecine pour le Peuple", Groenplein 19, 9060 Zelzate, tél. 09/344.92.44, fax 09/343.09.26.

AGENDA

Dworp

Samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre, 10-18 h

Week-end de rencontre de Médecine pour le Tiers Monde et de Médecine pour le Peuple. Centre Destelheide, Dworp. Infos: 09/344 92 44

La Louvière

Vendredi 15 novembre, 19 h

Affaire Dutroux-Nihoul. Pourquoi la gendarmerie n'a rien dit alors qu'elle savait tout depuis 93? Pourquoi la Justice n'a rien fait pour les enfants du peuple? Avec Anita Crul, maman de Sylvie Carlin, Michel Bouffieux (Téléoustique), Jean-Pierre De Staercke (chroniqueur judiciaire) et Herwig Lerouge (Solidaire).

Le Ranch, Place de Goegnies, à côté de la Maison des Oeuvres à Houdeng-Goegnies. Org.: asbl La Braise. PAF: 50 F.

Annonce publicitaire

Au Centre International
Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/513.79.41

13 nov., à 20 h. En français. 100 F.

Loi Erdman - loi Harnie:
naturalisation
par l'intégration ou
par l'automatisme?
Fred ERDMAN, Jean CORNIL et
Dominique MEEUS.

15 nov., à 20 h. En français. 100 F.

**La Chine succombe-t-elle
au chant de sirène
du libre marché?**
Baudouin DECKERS

20 nov., à 20 h. En français. 100 F.

En collaboration avec la LAI et KWIA
(Groupe de soutien aux Peuples
indigènes).

**Sur la trace de Zapata
au Mexique**
Deux responsables nationaux
du FACMLN.

22 nov., à 20 h. En français. 100 F.

En collaboration avec le CERDA (Centre
d'éducation et de réflexion pour le
Développement des Communautés Africaines).

**Zaire-Rwanda: qui veut la
déstabilisation du Kivu?**
Emmanuel NASHI, journaliste,
président de l'association SIMA-KIVU
et Privat RUTAZIBWA,
journaliste rwandais.

23 nov., à 17 h. Entrée libre.

Apéritif Poétique

Tamara VERCRUYSEN,
Laurent d'URSEL et Guy BENS.
Musique: Michel CLIQUET (cithare).

24 nov., à partir de 11 h. En franç. 100 F.

En collaboration avec OBJECTIF 479.917.
FÊTE:

**Egalité et nationalité
automatique:
Objectif a cinq ans!**

11 h. Ouverture de la Foire du livre
antiraciste à la Librairie Internationale.

12 h. Apéritif Politique - *Mise au Point*
alternative, animée par Gérard de
SÉLYS: "Pourquoi ne pas donner la
nationalité automatiquement?"
Débat entre Sfia BOUARFA (PS),
Mustafa OUEZEKHTI (Ecolo), et
Mehdi BELAADA (PTB).

13h30. Petite restauration et salon de
thé du monde entier.

Interventions de personnalités:
Cécile HARNIE, Guy TORDEUR,
Ali SANHAJI.
Intermèdes culturels: Carmen PEREZ,
Cécile KAYIREBWA, Cool Bronxelles
Cool et 'Couleurs d'avenir'.

A la découverte d'un pays inconnu : la Belgique

MML organise du 29 novembre au 1er décembre «C'est du belge !»

MML, l'organisation étudiante du PTB, répète le défi. Du 29 novembre au 1er décembre, nous parcourons la Belgique durant trois jours avec 160 étudiants de tous les coins du pays. Examinons le programme.

Ivo Flachet

On commence tôt vendredi matin, car la journée sera chargée. Visite d'une aciérie. Quelles sont les conditions de travail des ouvriers en Belgique ? Comment encaissent-ils la charge de travail sans cesse accrue ? Que pensent-ils de la lutte contre l'Opération Oubliettes ? Une journée d'immersion dans le monde du travail et des préoccupations des ouvriers. A midi, nous mangerons avec les travailleurs rencontrés, puis nous discuterons de nos découvertes et de nos impressions. En soirée nous ferons connaissance avec le

marxisme-léninisme. D'abord un bref meeting avec des témoignages de parents et d'un travailleur sur la lutte contre l'Opération Oubliettes et celui d'un étudiant de Louvain qui vient d'être condamné par le tribunal à s'abstenir de prendre part à des manifestations politiques ou sociales durant trois ans (voir article ci-dessous). Ensuite, nous discuterons en petits groupes de différents aspects du marxisme-léninisme : qu'est-ce que l'État, pourquoi la révolution, qu'est-ce que le matérialisme dialectique, pourquoi le marxisme-léninisme est-il actuel, qu'est-ce qu'il peut nous enseigner sur la social-



L'exploitation et les mauvais traitements réservés aux réfugiés : une réalité rencontrée lors du week-end «C'est du Belge !»

vailleurs sociaux progressistes qui aident les enfants prostitués. Nous rassemblerons ensuite nos diverses expériences pour les systématiser en un acte d'accusation. La soirée sera consacrée à la célèbre pièce *La Mère* de Bertolt Brecht.

Numerus clausus, enquêtes sociales, drogues, engagement

Le dimanche, nous participerons au week-end de Médecine pour le Peuple et de Médecine pour le Tiers Monde à Dworp. Le programme est sous le signe de la réalité sociale, y compris celle du tiers monde. Choix entre deux programmes :

- 9 h à 10h30 : débat sur le numerus clausus. 11 h à 12h30 : analyse des enquêtes sociales menées par des étudiants, plongée dans la dimension collective de la santé et de la maladie. 14 h à 15h30 : discussion sur la prostitution infantile.

- Journée consacrée aux drogues. Introduction sur divers thèmes : les drogues et l'impérialisme ; les drogues, le capitalisme et la répression en Belgique. Ensuite, travail en ateliers sur les thèmes. Débat dans l'après-midi : quelle attitude face aux drogues ? 16 à 17 h, table ronde sur le thème : «Que faire de ta vie ?» Avec Bert De Belder, qui a travaillé huit ans aux Philippines et Stan Vanhulle, ouvrier depuis 23 ans à l'usine Renault de Vilvorde et membre du Comité Sécurité et Hygiène.

Bon de participation

- Envoyez-moi plus d'informations sur le week-end «C'est du belge !»
- Je m'inscris à «C'est du belge !» et verse 500 F d'acompte (prix total : 2.000 F).

Nom et prénom :

Adresse d'étudiant :

Domicile :

Téléphone :

Université/école :

Renvoyez ce bon à : MML, Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

démocratie, sur les Verts ?

Prostitution infantile et Brecht

Samedi, nous voulons examiner à la loupe la réalité bruxelloise. Sais-tu que chaque jour, au Petit Château, des dizaines de réfugiés sont réduits en esclavage pour des salaires comme au tiers monde ? Sais-tu que beaucoup d'enfants de la place Fontaines, au centre de

Bruxelles, doivent se prostituer pour survivre ? Tu as vraisemblablement déjà entendu parler des contrôles policiers racistes. Mais t'es-tu mis un instant à la place des immigrés ? Sais-tu ce comment ils vivent ? Nous allons le découvrir. Le matin, nous regarderons ensemble le film *La Haine* puis nous en débattons. Puis, nous nous rendons en petits groupes dans des maisons de jeunes de Bruxelles, au Petit Château et chez des réfugiés. Nous rencontrerons des tra-

Professeur Koen Raes : «C'est anticonstitutionnel»

Réactions au jugement du tribunal de Louvain limitant les droits politiques d'un étudiant

Ivo Flachet

Dans le milieu universitaire, un jugement récent du tribunal de Louvain fait pas mal de remous. Ce jugement condamne un dirigeant étudiant, lui interdisant de participer à toute manifestation politique ou sociale durant trois ans (voir *Solidaire* de la semaine dernière). L'étudiant en question avait pris part à une manifestation contre toute forme de numerus clausus en 1995. Le juge enjoit littéralement l'étudiant de «s'abstenir d'organiser des manifestations en son nom propre ou au nom de quelque organisation étudiante que ce soit, ainsi que d'y participer pour autant que celles-ci dépassent un caractère strictement estudiantin et seraient de nature soit politique, soit sociale». Ce jugement du tribunal correctionnel est purement et simplement une atteinte à la Constitution. Voici la réaction de Koen Raes, professeur de philosophie du Droit à l'université de Gand.

Koen Raes : «Je ne connais pas les aspects concrets du dossier, mais cette stipulation me paraît manifestement anticonstitutionnelle et il me semble que le juge abuse de la possibilité de prononcer des peines alternatives. C'est clairement le cas d'une limitation de droits constitutionnels, du droit à la libre expression de ses opinions et du droit de manifestation et d'organisation. C'est inacceptable. Cette restriction signifie tout simplement une privation de droits politiques importants. Cela me fait penser à la lutte étudiante dans les années 70. Comme toujours, on attrape quelques étudiants pour briser le mouvement.» Telle est en effet le fond de la question. Sur base de l'article 406 du Code pénal, on condamne maintenant de plus en plus d'étudiants et de travailleurs qui exercent leurs droits démocratiques. Cet article a été adopté suite aux grèves de 60-61. A l'époque, on a chanté sur tous les tons qu'il ne

serait pas utilisé contre des actions politiques ou sociales...

Tout cela montre une fois de plus le véritable caractère de la Justice. Elle a par essence la même fonction que les autres composantes de l'État (les pouvoirs législatif et exécutif) : la répression des gens, toujours plus nombreux à se révolter contre l'exploitation et l'injustice.

Le Mouvement marxiste-léniniste (MML), l'organisation étudiante du PTB, défend les revendications suivantes :

- Halte à la criminalisation et aux poursuites contre les étudiants et les ouvriers combattifs.
- Acquiescement immédiat des six étudiants poursuivis à Louvain ; manifester est un droit, non un délit.
- Maintien des droits démocratiques du peuple : liberté d'expression et droit de s'organiser ; révision du jugement inconstitutionnel.
- Destitution immédiate du capitaine de gendarmerie Derycker qui

a montré clairement dans l'audition et l'instruction du procès des étudiants, sa volonté de les criminaliser.

Les réactions contre le jugement sont plus que bienvenues. Vous

pouvez aussi adresser des motions de solidarité aux «six de Louvain» via le secrétariat national de MML (boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles) et via le journal étudiant *Veto* (fax : 016/22.01.03).

Le matérialisme dialectique, qu'est-ce ?

Le matérialisme dialectique et historique est la base de la théorie marxiste et donc le point de départ pour la comprendre et l'appliquer activement.

Le MML organise des séminaires pour étudiants et ouvriers, sur base du livre «Principes élémentaires de la philosophie» de Georges Politzer. Ce communiste a élaboré son cours pour

l'École supérieure ouvrière française dans les années 1935-1936.

Séminaires marxistes par le MML. Participation aux frais 50 F.

- Louvain-La-Neuve, les 13 et 20 novembre avec Nico Hirtt
- Bruxelles (ULB), les 14 et 21 novembre avec Nico Hirtt
- Liège, les 13, 20 et 27 novembre avec Stef Vanthuyne

Les dealers vous passent les menottes

Ce qu'on ne dit pas dans le débat sur la légalisation des drogues

Le joint aura-t-il bientôt le statut de la cigarette ou de la chope ? Le "droit individuel" de consommer de la drogue sera-t-il enfin reconnu, la répression prendra-t-elle fin ? Le capitalisme n'a rien à faire des "droits" ou du bien-être des jeunes. La politique en matière de drogues est uniquement déterminée par le profit financier et politique.

Luk Vervaeet et Dieter Truyen

Le débat sur la drogue ne peut être dissocié du système barbare et criminel qui régit le monde : le capitalisme. Ce système se sert de la drogue dans deux buts : réaliser des superbénéfices et assoupir le peuple en révolte. En fonction de cela, le capital décide de ce qui est légal ou pas. Cela n'a guère d'importance, du moment que les objectifs sont atteints. Comme le déclare le professeur Commers, «il y a toujours eu une interaction entre le secteur criminel du capitalisme et le secteur propre, un mélange inouï de capital blanc et noir.» (1)

Aux Etats-Unis, la prohibition de l'alcool a jadis été levée pour abriter dans le circuit officiel la mafia qui minait le régime. Les bénéfices de la vente d'alcool vont maintenant aux grandes brasseries qui y gagnent des masses d'argent. Le même raisonnement pourrait s'appliquer au marché (illégal) en expansion des drogues douces et de l'héroïne : «Aujourd'hui déjà, 600.000 Belges fument régulièrement un joint.» (2) «En Europe, on évalue le nombre d'utilisateurs d'héroïne (illégal) de 500.000 à un million, soit la moitié du nombre estimé aux Etats-Unis.» (3)

Le capitalisme a jadis été favorable à la légalisation de l'opium. Par ses fameuses guerres de l'opium, l'Angleterre coloniale a contraint la Chine, au début des années 1800, à importer annuellement 6.500 tonnes d'opium. En 1920, le Japon et l'Europe ont transporté par bateau dix tonnes d'héroïne par an vers la Chine. En 1949, la Chine comptait septante millions d'opiomanes. (4)

A la fin du siècle dernier et au début de ce siècle, le Trésor public des Pays-Bas était alimenté à raison de 10 % — d'une manière légale — par le commerce de l'opium dans

l'ancienne Inde néerlandaise. C'est la même chose qui se passe maintenant d'une manière illégale. «Le commerce mondial actuel de la drogue représente de 300 à 500 milliards de dollars par an. Les grandes organisations criminelles ratissent chaque année plus de cinquante milliards de dollars. Ces quinze dernières années, elles ont accumulé, selon les estimations, 1.000 milliards de dollars. Cet argent arrive dans les banques, qui le blanchissent. Grâce à cette accumulation, le capitalisme réinvestit dans de nouveaux projets. Chaque année, 110 milliards de narco-dollars sont injectés dans le circuit de l'argent des Etats-Unis. Les drogues constituent la seconde forme, par ordre d'importance, de revenus aux Etats-Unis après le commerce des armes.» (5)

Les drogues comme arme contre la révolte

Dans les années 60, des gens comme Timothy Leary ont manipulé les jeunes de la classe moyenne américaine pour les orienter vers la consommation de drogues : pour calmer l'esprit de contestation, pour transformer une protestation potentiellement dangereuse en un mouvement inoffensif, contrôlable : flower power au lieu de angry power. On a flairé le danger quand on a découvert que la grande fabrique de LSD de Memphis, qui avait été fermée par le FBI (la police fédérale américaine) en 1974, avait des liens directs avec la Fiducary Trust Company de Robert Vesco aux Bahamas, une connexion bancaire qui avait été utilisée par la mafia et par la CIA pour ses opérations clandestines. Le grand succès du LSD était à attribuer, en partie, à la Brotherhood of Love de Leary, qui avait des liens directs avec la Fiducary. (6)



Mumia Abu Jamal, le révolutionnaire noir américain condamné à mort, dénonce la drogue comme un des moyens utilisés pour réprimer le soulèvement des Noirs américains dans les années soixante.

Le révolutionnaire noir condamné à mort, Mumia Abu Jamal, accuse aussi les drogues d'avoir été une des causes de la défaite du soulèvement des Noirs Américains dans les années 60 : «L'histoire récente, celle des années soixante contestataires, a connu également une vague de consommation de drogues — cachets divers, herbe, héroïne non coupée — dans les quartiers noirs. Les opposants radicaux de l'époque soupçonnaient déjà la présence malveillante de Big Brother dans ces quartiers où le flot de drogues a permis d'éteindre les flammes de la résistance révolutionnaire noire.» (7) A propos des conséquences jusqu'à ce jour, le NRC/Handelsblad écrit : «L'épidémie de drogue a eu des conséquences dramati-

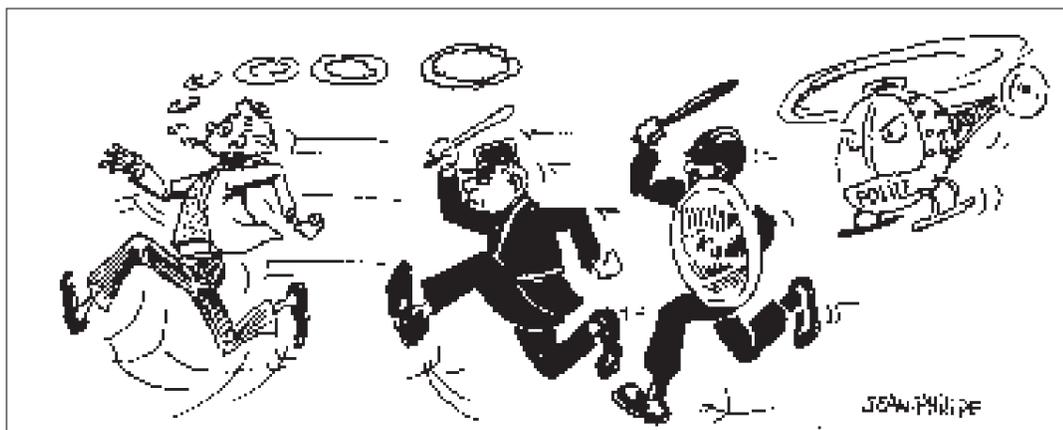
ques dans les centres urbains appauvris : non seulement la dépendance mais aussi une énorme augmentation de la violence et d'autres formes de criminalité qui a pour conséquence qu'un tiers de tous les jeunes noirs est actuellement en prison ou sous le contrôle des autorités judiciaires.» (8)

Trafic de drogue de la CIA pour financer les contras

Les 18, 19 et 20 août 1996, le journal San José Mercury News a publié des documents qui prouvent noir sur blanc que la CIA a négocié de la cocaïne aux Etats-Unis et que les bénéfices de ce commerce ont servi à financer les contras nicaraguayens contre le Nicaragua sandiniste. De la cocaïne, on fait du crack. Une drogue qui engendre une accoutumance extrême et qui est terriblement meurtrière. Pendant une période de dix ans, une opération de la CIA a fourni aux jeunes noirs des Etats-Unis des tonnes de crack-cocaïne et d'armes. Le dealer nicaraguayen et agent de la CIA, Oscar Danilo Blandon, a déclaré devant la Federal Court qu'il a fourni, chaque semaine, cent kilos à deux bandes, les Crips et les Bloods. Les millions de dollars de bénéfices ont servi à entretenir les contras

nicaraguayens formés par les Etats-Unis et à les approvisionner en armes. Les contras menaient une guerre de guérilla contre les sandinistes qui avaient chassé le dictateur Somoza en 1979 par une révolution populaire armée. Le commerce de la drogue et des armes sont les moyens de prédilection des services secrets pour financer leurs actions. Officiellement, il n'y a pas de budget pour ces actions. Le Congrès américain a refusé d'accorder un soutien ouvert aux contras par crainte d'une vietnamisation de la guerre contre le Nicaragua. L'argent devait donc venir d'une caisse noire. Alors que la CIA trafiquait des tonnes de drogues, le président de l'époque, Reagan, déclenchait une guerre contre les drogues. D'une part, la consommation augmentait de 20 % pendant ces dix ans aux Etats-Unis. D'autre part, 1,5 million de personnes étaient arrêtées pour délits liés à la drogue, dont 40 % de noirs. Les dealers vous passent les menottes.

1. *Solidaire* n° 40, 1996. 2. *De Morgen*, 11/9/95. 3. *Le Monde*, 9 octobre 1996. 4. Face à la toxicomanie, 6/94. 5. *Études Marxistes*, n° 33, p.34. 6. *Humo*, n° 2166, p.19. 7. Mumia Abu Jamal, En direct du couloir de la mort, Ed. La Découverte, p. 116. 8. *NRC/Handelsblad*, 18 septembre 1996.



Collectif Brecht 96-98

Fondé voici un an, ce Collectif rassemble plus de 200 artistes de tout le pays et de toutes disciplines. Particulièrement intéressant dans cette initiative : la volonté d'une interrogation à la fois fidèle et créatrice de Brecht : le faire connaître et jouer par des jeunes, en atelier. Mettre en relation son oeuvre avec le monde contemporain. Développer ensemble la réflexion et la création, utiliser l'outil brechtien pour «transformer l'art et changer le monde».

Rencontre internationale du Collectif Brecht

Jeudi 28 novembre 20 h

Vernissage de l'exposition "En hommage à Bertolt Brecht", Pianofabriek, rue du Fort 35, 1060 Bruxelles.

Vendredi 29 novembre 20h30

"A ceux qui viendront après nous". Une série d'acteurs, musiciens, plasticiens, écrivains, de tout le pays vous invitent à plonger dans l'oeuvre et la vie de Brecht. Poésie, textes, chants, musique, images d'époque, quel plaisir de découvrir, de comprendre, de rire, avec Brecht !
 Mise en scène : Nathanaël Harcq. En français, néerlandais et allemand. Centre Culturel Jacques Frank, Chée de Waterloo 94, 1060 Bruxelles. Entrée : 250 F (étudiants : 200 F)

Samedi 30 novembre 20h30

Un récital exceptionnel : «De Berlin à Bruxelles, Gisela May chante Brecht»
 Gisela May est l'une des grandes interprètes de chansons de notre siècle, l'interprète par excellence de Brecht.
 Centre Culturel Jacques Frank, Chée de Waterloo 94, 1060 Bruxelles. Entrée: 400 F (étudiants : 300 F)

Samedi 30 novembre 15h

Colloque "Transformer l'art pour changer le monde". Avec Philippe Ivernel, Jacques Delcuvellerie, Geert van Istendael et Manfred Wekwerth. Modérateur : Wim De Neuter. En allemand, français et néerlandais (traduction simultanée), Pianofabriek, rue du Fort 35 à St Gilles Bruxelles. Entrée: 150 F (étudiants: 100 F)

Abonnement pour l'ensemble des activités: 750 F (étudiants : 500 F) - Réservations : Tél/fax 02/660.37.33. Programme complet de la Rencontre internationale Brecht disponible au Collectif Brecht 96-98, rue Eigenhuis 6, 1170 Bruxelles - Tél/fax : 02/660 37 33.

Etudes marxistes : numéro spécial culture

Parution en novembre. Au sommaire : un texte de Clara Zetkin sur les intellectuels, un article de Jacques Delcuvellerie sur Bertolt Brecht, une interview de Jacques Delcuvellerie et Anne Marie Loop à propos du travail théâtral de *La Mère*, un article de Lieve Franssen sur Hanns Eisler, de Michel Van Loo sur José Martí, de Roger Somville sur le réalisme, et de Med Hondo sur le cinéma en Afrique. Commandez-le dès maintenant.

Bon culturel

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Commune : _____

Tél : _____ Profession : _____

commande le n°28 d'Etudes marxistes, avec le texte de Brecht "Cinq difficultés pour écrire la vérité" (200 F)

commande le n° spécial culture d'Etudes Marxistes (200 F)

A renvoyer à Solidaire Culture bd Lemmonier 171, 1000 Bruxelles.

«Je n'ai pas aimé les gens de ma classe»

Bertolt Brecht, un artiste marxiste, dialecticien et révolutionnaire

Qui est Brecht ? C'est ce que le Collectif Brecht 96-98 veut vous faire découvrir. Un homme exceptionnel, une vie exceptionnelle.

Uwe Ciu

Bertolt Eugen Friedrich Brecht, est né en le 10 février 1898 à Augsburg (Allemagne). Son père était le directeur d'une fabrique de papier. Il écrivait à propos de son origine de classe :

«J'étais le fils de gens qui ont du bien

Mes parents m'ont mis un col autour du cou

Et m'ont donné l'habitude d'être servi

et m'ont enseigné l'art de commander.

Mais quand plus tard,

Je regardai autour de moi

Je n'ai pas aimé les gens de ma classe

Ni commander, non plus qu'à être servi,

Et j'ai quitté les gens de ma classe

Pour vivre avec les petites gens.»

En 1914, la première guerre mondiale éclate. C'est en 1918 qu'il est mobilisé comme infir-

mier, puisqu'il étudiait la médecine. De retour à l'Université et ayant vu la barbarie de la guerre, il adhère à l'USPD (socialistes indépendants) et participe aux Conseils d'ouvriers d'Augsbourg. Il écrit à l'époque ses premiers textes inspirés par la guerre et empreints d'un certain pessimisme. Avec la révolution des Spartakistes (Les socialistes révolutionnaires, devenu plus tard le Parti communiste allemand) qui fut cruellement réprimée lors de l'insurrection de Berlin en 1919, Brecht se rapproche des communistes. Il sera un compagnon de route fidèle du parti Communiste Allemand sans toutefois jamais y adhérer.

Il n'est donc pas étonnant que dès 1933, il doive s'exiler. Brecht émigre en Suisse, puis à Paris, et se fixe au Danemark.

En 1941 Brecht s'installe près d'Hollywood aux Etats Unis. Il poursuit son travail d'écrivain et de créateur. Durant cette période, il écrit les oeuvres



Gisela May donnera un récital exceptionnel de chansons de Brecht le samedi 30 novembre à Bruxelles.

antimilitaristes *Mère Courage, La Résistible ascension d'Arturo Ui* et *Schweyk dans la deuxième guerre mondiale*. Ce

qui lui vaut de comparaître devant le Comité des activités anti-américaines à Washington en 1947. Dès 1948, il s'établit à Berlin-Est et y fonde en 1949, avec sa femme Helena Weigel,

le *Berliner Ensemble*. Il y travaillera jusqu'à sa mort en 1956.

Evénement à ne pas manquer : *La Mère* de Bertolt Brecht sera jouée à Liège, au Théâtre de la Place du 21 au 30 novembre, et à Bruxelles au Théâtre National du 3 au 8 décembre.

L'oeuvre de Brecht, un engagement pour changer le monde

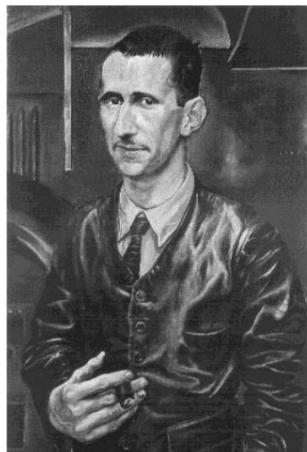
Révolutionner le théâtre

Uwe Ciu

Face à la conception bourgeoise, réactionnaire et individualiste de l'art, il cherche une forme artistique qui rompe avec un théâtre où le destin guide l'action et vide le spectateur de toute velléité de réflexion, de transformation et d'action. Brecht veut révolutionner le théâtre en mettant les spectateurs en position de questionnement et d'apprentissage permanents. C'est le marxisme et le matérialisme dialectique qui vont lui donner les outils nécessaires à développer son art et à révolutionner le théâtre, avec ce qu'il appellera le "théâtre épique".

En prise directe avec son temps

Les écrits de Brecht (qu'ils soient poétiques, de théâtre, ou théoriques) sont intimement liés à son temps, et à l'histoire de la lutte des classes. Echech de la révolution spartakiste, montée du fascisme, rôle de la bourgeoisie, révolution soviétique et cons-



truction du socialisme, crise, misère, chômage, guerre, racisme, guerre civile en Espagne, etc. Il cherche toujours à dénoncer les causes, mettre les faits en relations les uns avec les autres, expliquer le monde.

Les hommes font l'histoire

L'oeuvre de Brecht est essentiellement dialectique, elle nous montre que ce qui paraît évident

ne l'est pas, ce qui paraît éternel peut être changé.

«Ne savez-vous donc pas Qu'il est de notoriété publique Que ce filet, des hommes l'ont tissé et jeté ?

Partout déjà, depuis les villes des gratte-ciel

En passant par les mers sillonnées de navires populaires

Jusque dans les villages reculés, la nouvelle s'est répandue Que le Destin de l'homme, c'est l'homme !

En conséquence, Nous exigeons maintenant de vous, les comédiens

De notre temps, du temps des révolutions et de la grande domestication

De la nature, y compris de la nature humaine,

Que vous adoptiez enfin une autre attitude et

Nous montriez le monde des hommes

Tel qu'il est : oeuvre des hommes, et qu'ils peuvent transformer.»

(Bertolt Brecht -1934)

Au service du changement révolutionnaire

L'artiste pour Brecht doit être au service des opprimés et questionner perpétuellement : «Si le Théâtre ne dérange pas, s'il ne nous met pas en crise, s'il ne renouvelle pas notre regard sur le monde, s'il n'est pas à l'écoute de ceux qui ne parlent pas, alors qu'il disparaisse.»

A l'opposé de l'individualisme et du formalisme, Brecht définit l'oeuvre théâtrale non par sa forme mais par son intention. Ce n'est pas l'oeuvre qui compte, moins encore le poète, mais les services que l'un et l'autre peuvent rendre à nos contemporains confrontés au monde d'aujourd'hui, le théâtre est un moyen de transformer la société.

«On ne peut peindre le monde d'aujourd'hui pour les hommes d'aujourd'hui que si on le peint comme un monde modifiable.»

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Expulsé vers la Turquie

J'ai reçu votre courrier, avec la demande de me réabonner à Solidaire. Comme vous le savez, je suis en prison. Et je serai probablement expulsé vers la Turquie dans les jours qui viennent. Mais j'utiliserai tous mes droits pour ne pas être expulsé.

C'est pourquoi ma situation personnelle ne me permet pas de me réabonner. Durant six mois, j'ai pu suivre vos travaux révolutionnaires avec un grand enthousiasme.

Karim

Récupération ? Ne pas confondre !

Suite à l'affaire Dutroux et consorts, suite à la Marche blanche et surtout suite aux attaques contre le PTB, différentes prises de positions ont été adoptées par les membres de la FGFB. Bien qu'aucune position officielle n'ait vu le jour, la tendance est plutôt la non-ingérence et surtout la non-récupération du mouvement. Cette thèse est aussi défendue bec et ongles par la grande majorité des partis, qui se pressent pourtant devant les caméras ou les micros. C'est à qui s'indignera le plus, chacun se montrant effaré qu'il puisse y avoir tant d'injustices dans notre société, oubliant de dire par la même occasion que ce sont ces partis qui la gèrent depuis des années, contribuant au bien-être de quelques élites pour le malheur du reste de la population. Mais quel ne fut pas mon effarement lorsque notre président de

la FGFB, Michel Nollet, prit position la veille de la marche, lors du congrès de la régionale du Centre, amalgamant suite aux rumeurs de récupération du PTB, l'extrême droite à l'extrême gauche et les fustigeant de vouloir récupérer le mouvement. Avec tout le respect que je porte à celui qui a eu le courage de critiquer ouvertement les PS pour leur attitude plus proche du libéralisme que du socialisme, je ne puis admettre une telle position. Où se trouve la gauche à l'heure actuelle ? Plus au PS depuis longtemps; les différents plans visant à promouvoir le Capital le prouvent.

Situer le PTB comme parti de gauche et non d'extrême gauche est bien plus réaliste. Son programme ne porte pas à équivoque, on connaît son choix : défendre la classe ouvrière contre le Capital. N'est-ce pas là le but essentiel de la FGFB ? Quand au fait de récupérer la manifestation et le mouvement de ras-le-bol général, il y a belle lurette que l'ensemble du monde politique a franchi le pas, et que notre bien-aimé roi, poussé dans le dos par le "renouveau charismatique" a outrepassé ses droits constitutionnels. Ne pas récupérer le mouvement, mais surtout le laisser récupérer par la droite, voire l'extrême droite, c'est oublier les années 30, faire fi de ce que l'histoire nous a appris : des milliers d'adultes sacrifiés, mais aussi des milliers d'enfants morts pour rien.

**Jean-Claude Challe
militant FGFB**

L'économie de marché est aveugle

J'ai lu et relu les septante interviews dans Solidaire n°41 ainsi que les divers articles consacrés à l'intervention des forces de l'ordre contre les gens du PTB. La lutte contre le capitalisme se durcit. C'est tout le système qu'il faut changer : le politique, l'éco-

nomique, le social, le religieux. L'Eglise est, elle aussi, un élément de ce système inhumain et barbare. C'est ce que j'ai vécu personnellement il y a vingt ans, lorsque j'ai été licencié de mon poste de professeur de religion. Le système capitaliste apporte le chaos et la confusion. Le libre jeu des marchés est aveugle et donc diabolique. Il ne peut conduire qu'à la poursuite du gain et au besoin de posséder, de posséder toujours plus, sans que jamais la limite ne soit atteinte. Les forces aveugles de l'économie de marché ont conduit au chaos social et à la destruction de l'environnement. Pour la sauvegarde des bénéficiaires, des gens sont condamnés à mourir. Les politiciens qui croient à l'économie de marché (au capitalisme) découvriront que leur temps est révolu. Des pays mettront des gouvernements en place basés sur une forme de socialisme démocratique. Progressivement, ce modèle sera suivi par tous les pays, comme étant la manière la plus efficace de représenter la voix et la volonté du peuple. Cuba en est un exemple.

**Piet Timmer (prêtre)
Postel**

Grève au TEC de Liège-Verviers

Voici quelques jours, les 1100 chauffeurs du TEC Liège-Verviers soutenaient une grève de six jours pour s'opposer au licenciement d'un collègue accusé de "participation à la fraude" par la direction (il aurait laissé monter une passagère sans percevoir les 40 F du billet). Les organisations syndicales estimaient qu'aucune preuve formelle de cette fraude n'était fournie par la direction, qui se basait sur une simple présomption. Après l'habituel discours sur "l'effet déplorable des grèves sur l'image de marque de la société", la direction a fini par accepter la conciliation. L'agent licencié a été réintégré (mais quittera l'effectif de Liège-Verviers pour rejoindre Huy pro-

chainement). En outre, les organisations syndicales ont obtenu que soient revues les règles en matière de fraude. Dans l'état actuel des choses, en effet, les chauffeurs sont dans l'impossibilité de vérifier si les voyageurs sont bien en règle. En 1993, une douzaine de contrôleurs avaient été mis en disponibilité, laissant les chauffeurs démunis face au développement de la fraude.

Aujourd'hui, malgré la création en 1995 d'une brigade spéciale de contrôleurs, les chauffeurs éprouvent encore beaucoup de difficultés avec certains voyageurs qui ont pris de "mauvaises habitudes". Quoi qu'il en soit, les chauffeurs ont prouvé leur honnêteté : sur un million de contrôles, deux agents seulement ont perdu leur emploi pour fraude évidente.

Il n'empêche que le problème est loin d'être vidé et que la malaise reste grand chez les chauffeurs qui, toujours incapables d'appliquer un contrôle garanti, peuvent se voir à tout moment accusés de fraude. Et il est bien clair que ce sont les plus combattifs ou les plus "dérangeants" qui risquent d'être dans le collimateur. Les syndicats exigent donc à juste titre qu'on revoise les règles de licenciement. C'est d'autant plus nécessaire que, comme partout ailleurs, souffle sur le TEC le sacro-saint esprit du "privé", qui tend à faire passer l'efficacité gestionnaire avant le respect des droits des agents d'un service public. Affaire à suivre.

**Papyrus
Liège**

Solidaire : source d'informations honnêtes

J'ai eu le grand plaisir et la chance de découvrir votre journal. Je n'ai pas hésité à m'abonner. Solidaire a été pour moi "l'autre voix", "l'autre avis". Une source d'informations honnêtes. J'ai

beaucoup apprécié votre journal. Mon abonnement m'a permis de m'ouvrir sur les enjeux de la vie politique et sociale en Belgique et m'a donné beaucoup d'espoir. Savoir que partout, dans tous les coins du monde il y a des gens qui se battent pour un monde meilleur, c'est ça l'espoir. Il m'a permis d'avoir des arguments pour combattre l'idéologie capitaliste et ses conséquences : le racisme et le fascisme. Je demeurerai toujours reconnaissant à votre journal. Mais malheureusement mon séjour en Belgique arrive à son terme et je suis dans l'obligation de vous informer que je ne pourrai pas continuer à être abonné. Mon compte bancaire sera vide évidemment !

Je vous remercie beaucoup. Je vous serre fortement les mains et vous souhaite bonne chance. Solidaire sera un de mes meilleurs souvenirs en Belgique. Amitiés.

Mohammed

Voulez-vous offrir un abonnement à Solidaire à Mohammed ? Ou à d'autres camarades du tiers monde ?

Demandez le formulaire à Solidaire Promotion, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Ou versez votre contribution sur le compte de Solidaire Promotion 001-0728997-21, avec la mention "abonnement tiers monde". Un abonnement de trois mois coûte 750 F et d'un an, 2.750 F.

Secret bancaire

Tous les crimes du passé ou d'aujourd'hui, aussi sales qu'ils soient, sont commis au service de l'argent sale et frauduleux de la mafia. Une mesure importante pour préserver la société de pratiques mafieuses, c'est d'adopter une loi pour lever le secret bancaire. Alors les pratiques douteuses de tout genre disparaîtront ! Car tout tourne autour de l'argent sale !

**L. Geraerts
Hoboken**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (04)264 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Rue Mathieu Laensberg 20, 4000 Liège (04)228 09 49 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Marcinelle.** Rue de la Babotterie 87, 6001 Marcinelle (071)47 64 96 • **Mons.** Rue de la Mottelette 18, 7033 Cuesmes (065)31 85 08 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (04)337 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (09)344 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Tentative de saboter la manif de dimanche

Le Comité Kim et Ken répond aux accusations

Après les attaques contre le PTB avant la Marche blanche, viennent les arrestations, les intimidations et les accusations contre tous ceux qui luttent contre l'Opération Oubliettes. C'est ce qu'a expérimenté le Comité Kim et Ken, qui manifestera ce dimanche 17 novembre. Récit d'une semaine de lutte à Anvers contre l'Opération Oubliettes.

Rita Reyniers

«Je pensais que le mouvement allait spontanément se dégonfler après la Marche blanche, mais il perdure ici et il faut donc y mettre fin.» Par cette définition évidente de l'Opération Oubliettes, le président du Tribunal d'Anvers, Kiebooms, est responsable de l'évacuation des personnes qui se tenaient le lundi 4 novembre devant le palais de justice.

Depuis plusieurs semaines, des militants montaient pacifiquement la garde devant le palais de justice avec des ballons blancs, des pancartes, des bougies et des fleurs. Ils ne sont pas membres du Comité Kim et Ken, mais bénéficiaient entièrement de leur soutien. Selon Mark de Quidt, président du Comité, les forces de l'ordre s'en sont surtout pris à un calicot sur lequel était écrit : «Bijtebier, où en est l'enquête ?» Bijtebier est le juge d'instruction chargé de l'affaire Kim et Ken.

Mark De Quidt : «Nous avons demandé à la bourgmestre Leona Detiege (SP) de trouver une solution créative comme à Bruxelles, où des actions de solidarité se mènent sur les marches du palais de justice. La bourgmestre a réservé sa réponse au mardi. Nous étions à peine rentrés du palais qu'un fax de la police nous avertissait : aucune action, quelle qu'elle soit ne peut encore avoir lieu au palais de justice. Comme le conseil communal se tenait justement à ce moment-là, nous avons décidé d'aller l'interroger. Alors

que je me rendais vers ma voiture garée à l'arrière du palais de justice, j'ai été interpellé et emmené au bureau de police. Le groupe qui se rendait à pied à l'hôtel de ville, avec un ballon et une fleur symboliques, a été arrêté et également emmené au poste. Parmi eux figuraient Ellen Mast, la tante de Kim et Ken. Ils ont été photographiés et il a été question de troubles de l'ordre public, de formation de bandes, de manifestation interdite. Nous étions dix-sept personnes arrêtées et le dernier a été libéré à 3 h du matin. Nous avons vécu cela comme une pure intimidation.»

Lâche campagne contre le Comité

Le mardi 5 novembre, le Comité s'est réuni pour préparer la manifestation. Après deux minutes, un individu a lancé une attaque, prétendant qu'il s'agit du «Comité du PTB». Les personnes présentes ont protesté car personne ne voulait que des disputes aient lieu. On devait préparer la manifestation. Trois personnes ont quitté la salle et ont menacé d'avertir la presse.

Le jeudi 7 novembre, en première page, la *Nieuwe Gazet* publiait une attaque du HOVK, le Fond d'aide pour les enfants enlevés et disparus (Hulpfonds voor Ontvoerde en Vermiste Kinderen) contre le Comité Kim et Ken. Le HOVK se distancie de la manifestation et prétendait que celle-ci «dégénérerait parce qu'elle ne



Tinnie Mast : «Nous demandons à différents partis politiques de nous soutenir avant le 17 novembre. Tous ceux qui soutiennent les quatre exigences peuvent participer. Le PTB les a signées, d'autres aussi.»

serait pas silencieuse». Le HOVK prétendait que le PTB «dirige le Comité et récolte de l'argent de porte à porte».

Tinnie Mast, la mère de Kim et Ken, a répondu lors d'une conférence de presse le vendredi 8 novembre : «Le HOVK s'était aussi distancie de l'appel pour la Marche blanche lancé par la mère d'Elisabeth Brichet. Aujourd'hui, il fait de même avec nous. Nous avons mis sur pied différents comités avec les parents parce que nous estimons que le HOVK ne nous satisfait pas. Je leur ai demandé voici déjà deux ans et demi des affiches pour Ken. Je n'ai rien reçu. Les autres parents reprochent aussi au HOVK de ne pas être entendus. Nous avons beaucoup de critiques sur les affaires qui ont été mal gérées par la Justice. Le président du HOVK est inspecteur à la brigade de la jeunesse d'Anvers. Il est l'un des enquêteurs dans l'affaire de Kim et Ken. Il n'est pas neutre. Le HOVK est trop impliqué dans l'affaire.»

Tinnie Mast précise également : «Nous demandons à différents partis politiques de nous soutenir avant le 17 novembre. Nous sommes pluralistes et nous ne voulons pas être identifiés à un parti. Tous ceux qui soutiennent les quatre exigences peuvent participer. Le PTB les a signées, d'autres aussi. C'est évident que le Vlaams Blok ne signera pas nos quatre points. Une revendication précise : «Nous soutenons tous les enfants, quelle que soit leur origine ou leur couleur de peau.» Nous n'avons jamais récolté de l'argent de porte à porte. Nous avons rassemblé 44.000 F provenant de dons et de la vente de badges.» L'échevin Patsy Sorensen (BSV) et des représentants du parti socialiste flamand (SP), du parti libéral

(VLD) et du PTB étaient présents à la conférence de presse.

Le président du Comité, Marc De Quidt, y a tiré les leçons de la semaine écoulée : «Je vois une comparaison avec ce que les parents ont indiqué avant la Marche blanche. Carine Russo est sortie en pleurant de chez le ministre De Clerck et a déclaré qu'on voulait enterrer l'affaire. Paul Marchal a déclaré : ils sont en train de nous fatiguer. Aujourd'hui, ils cherchent misère aux comités des enfants disparus. Le PTB diffuse ses dépliants et journaux lors des actions. Mais les autres partis le font aussi, à leur manière. Dehaene n'a-t-il pas reçu les parents à la Marche blanche ? De Clerck et d'autres politiciens

n'ont-ils pas frappé aux portes des parents cette semaine-là ? Qui a accordé chaque jour des interviews aux médias ? Le PTB n'a pas réagi ici autrement que ce qu'il fait dans une autre affaire. Ce sont probablement les moyens dont dispose ce parti. Les autres partis peuvent aussi diffuser des dépliants s'ils soutiennent nos quatre points. Nous estimons qu'il s'agit d'une affaire politique, ce sont les politiciens qui doivent changer les choses. Nous resterons vigilants et nous verrons qui se tient à nos côtés. Monter la garde au palais de justice relevait de cette vigilance. Cette action a été ensevelie par l'évacuation. La manifestation du 17 novembre va à nouveau ranimer la vigilance.»

Plate-forme du Comité Kim et Ken

Le Comité Kim et Ken manifeste pour les revendications suivantes :

1. Le droit d'accès des parents au dossier de l'enquête et au dossier de l'identification des victimes. Et d'une manière générale : l'établissement des droits des victimes comme celui de l'information à tous les stades de l'enquête.
2. La transparence totale de l'enquête sur l'enquête. Tous les rapports doivent être rendus publics.
3. Pas d'opérations oubliettes, ni de la gendarmerie, ni de la

Justice. Nous exigeons que le juge Connerotte soit à nouveau en charge de l'enquête. Publication de tous les noms et listes de personnes impliquées dans les réseaux de prostitution des enfants.

4. Nous menons des actions pour tous les enfants, quelle que soit leur origine ou nationalité (que les enfants soient belges, flamands, wallons, marocains, turcs...). Nous acceptons le soutien de toutes les organisations qui sont d'accord avec ces points.

Stoppez l'Opération Oubliettes !

La grande Opération Oubliettes a commencé. La gendarmerie a pris solidement les choses en mains : toute critique de son comportement est réprimée.

Les parents sont mis sous pression. Et Connerotte est écarté. Seul le large mouvement populaire qui s'est mis en branle peut stopper cette Opération Oubliettes.

• Il faut que l'enquête aille jusqu'au bout. La liste des clients des réseaux de prostitution infantile et leurs protecteurs haut placés doit être rendue publique.

• Il faut une enquête publique menée par une commission indépendante à laquelle participent les parents, des avocats et des journalistes ainsi que

d'autres personnes voulant faire éclater toute la vérité. Elle doit entendre tous les intéressés dans des séances publiques.

• Il faut recommencer entièrement l'enquête sur les tueurs du Brabant.

• Nous voulons que chaque citoyen ait le droit de consulter les dossiers politiques qui sont établis à son sujet. Nous voulons la destruction de tous les dossiers politiques illégaux de la gendarmerie.

• Nous voulons la dissolution de la gendarmerie et le transfert de ses tâches judiciaires à la police judiciaire. Les autres tâches peuvent être remplies par la police communale.

• Le peuple doit pouvoir élire les juges et les démettre.